

L'ALGÉRIE

six ans après

l'indépendance

**Le Parti
de l'Avant-Garde
Socialiste répond
à 5 questions
d'actualité**

Alger - 7 juin 1968

1. - COMMENT PEUT-ON CARACTERISER LA SITUATION INTERIEURE DE L'ALGERIE EN CETTE 2^{ème} QUINZAIN DE MAI ?

Ce qui frappe au premier abord. si on a en vue non pas quelques centaines de milliers de personnes mais l'Algérie entière avec ses douze millions d'habitants, c'est une aggravation générale, parfois tragique, des conditions de vie des couches laborieuses et des masses déshéritées.

A quoi s'ajoute le poids d'une répression étouffante qui est ressentie « physiquement » au niveau des plus larges masses surtout avec les dernières opérations policières d'envergure (barrages, ratissages, descentes policières, etc.) qu'ont vécues ou vivent encore Alger, les campagnes oranaises et surtout l'Est du pays.

Il ne faut donc pas s'étonner de l'indifférence populaire autour de nombreux mots d'ordre ou campagnes officielles, y compris, et cela ne peut réjouir personne, à l'occasion d'événements aussi sensibles au cœur des Algériens que la journée de la Palestine du 15 Mai qui, si les conditions étalent autres, susciteraient une puissante mobilisation.

Derrière les démonstrations de force, se découvre un désarroi certain et des attitudes contradictoires dans les sphères dirigeantes. On le voit à travers une agitation fébrile dans la presse et les manifestations officielles où s'expriment les efforts (sincères ou démagogiques) de certains porte-parole du pouvoir pour « coller » aux aspirations des masses.

Orientations et aptitudes contradictaires dans le pouvoir

Ces porte-parole " politiques » de l'Etat ou du FLN, tout en ayant une conscience aiguë de leur isolement, vis-à-vis des masses, se sentent également de plus en plus menacés sur leur droite. Par qui ? Par divers représentants directs ou indirects de la réaction au sein même et en dehors du pouvoir.

Ces derniers, peu soucieux de popularité, et à l'ombre des personnalités - complices ou non - qui dans le pouvoir leur servent de paravents auprès de l'opinion, travaillent à consolider leurs positions dans les appareils économiques, militaires et policiers. Ces éléments de droite, liés notamment à la grosse propriété terrienne, un cours de reconversion et au néo-colonialisme, pensent que le moment est venu de dépasser les équivoques gênantes dans l'orientation officielle extérieure et intérieure du pays.

Cela se traduit dans l'équipe au pouvoir par l'éclosion d'inévitables conflits d'autorité, d'intérêts et d'orientation. C'est le signe le plus évident que si la crise de Décembre a été " résorbée » au sommet par des amputations et divers replâtrages, les problèmes fondamentaux demeurent .

A l'arrière-plan de ces conflits, se profilent les intrigues, les pressions des impérialistes et néo-colonialistes américains, ouest-allemands et français. Ces impérialistes, dans l'attente d'un nouveau glissement à droite, s'efforcent de prendre rang et misent sur tels ou tels hommes en place. Ils ne négligent pas de jouer sur plusieurs tableaux, y compris en recherchant des appuis parmi certains opposants.

La gravité pour l'Algérie d'une telle situation, nous n'avons cessé d'en souligner depuis le 19 juin. Elle a été éclairée d'une vive lumière par l'attentat contre Boumediène qui, dans son contexte politique, a constitué un nouveau « révélateur » de l'instabilité qui menace en permanence le pays.

Comme on le sait, le P.A.G.S. (Parti de l'Avant-Garde Socialiste) a fermement condamné cet attentat. Il l'a fait d'abord pour des raisons de principe, conformément à sa ligne politique exprimée en janvier 1966 : de tels actes, de telles formes « d'action » ne correspondent en rien aux caractéristiques ou aux besoins de l'Algérie indépendante. Elles leur sont au contraire des plus néfastes. D'autre part, et cela confirme la justesse de cette ligne de principe, la réussite de cet attentat aurait particulièrement servi - étant donné les réalités politiques du moment - les impérialistes et la réaction interne.

Des observateurs pourraient s'étonner qu'au moment où les pressions réactionnaires se font plus fortes dans la vie du pays, des mesures positives, qui vont dans le sens des revendications et du programme de l'opposition progressiste, aient été prises par le pouvoir : nationalisations des circuits de distribution des produits pétroliers et de nombreuses entreprises industrielles étrangères, libération de responsables UNEA emprisonnés depuis février 1968, quelques mesures favorables à l'amélioration du niveau de vie des masses, initiatives culturelles avec une petite ouverture sur la liberté d'expression (... s'accompagnant de pressions policières très fortes sur les participants), etc.

En vérité, il était assez simpliste de croire qu'après les événements de Décembre, les positions du pouvoir actuel allaient forcément devenir réactionnaires sur toute la ligne, encore que, le danger de le voir basculer dans ce sens existe. Ses positions demeurent, comme avant décembre 1967, marquées par l'équivoque et la contradiction entre les aspects progressifs de sa politique internationale et économique, et les aspects négatifs de son orientation intérieure : antidémocratique sur le plan politique, conservatrice ou réactionnaire sur le plan social.

Et dans les masses ?

Ces contradictions qui se manifestent au sein de l'équipe dirigeante ou même en chacun de ses membres, s'expliquent par l'influence profonde qu'exercent, d'une part le déroulement de la lutte antiimpérialiste et anticapitaliste à l'échelle mondiale, et d'autre part la situation dans les masses populaires et le mouvement progressiste algérien.

Après les déceptions causées par les crises qui ont suivi l'indépendance, et celles accumulées depuis le 19 juin, les masses sont devenues plus méfiantes que jamais à l'égard des déclarations et des actes du pouvoir. Elles ont aiguisé leur vigilance et leurs exigences.

Cela ne s'est pas encore traduit par des luttes de masse d'une ampleur et d'une continuité suffisantes, la pression qu'elles exercent demeure encore insuffisamment consciente et organisée en raison de la dispersion des forces et courants progressistes et en raison des faiblesses subjectives du mouvement progressiste.

Ce dernier reste marqué par les divisions héritées des séquelles de la guerre de libération et des crises qui ont suivi l'indépendance. Il n'a pas surmonté non plus un certain « culte de la spontanéité » qui est le reflet de la spontanéité naturelle des masses, mais dont les idéologues de la petite bourgeoisie ont tendance à faire une vertu¹.

Cela s'est reflété en particulier dans la tentative militaire de Zbiri et d'autres officiers progressistes de s'emparer du pouvoir en décembre dernier, en dehors de la participation des masses et sans tenir grand compte d'elles. Il est évident que cela ne peut contribuer à offrir aux masses populaires des perspectives immédiates assez claires pour susciter leur mobilisation et leur action unie. (La présence signalée en ce début de juin de Zbiri en Tunisie et surtout l'exploitation qu'essaie d'en faire le pro-américain Bourguiba ne peut que contribuer à accroître la confusion et la méfiance légitime des masses à l'égard des méthodes aventuristes).

C'est pourtant par dizaines qu'on compte les manifestations allant de la résistance passive et spontanée aux initiatives de toutes sortes qui démontrent l'opposition des masses à l'arbitraire, leur puissant désir de démocratie et de justice sociale. C'est même ce qui explique l'ampleur et le caractère « préventif » de la répression qui a frappé ces dernières semaines des centaines de responsables FLN, anciens moudjahidine, membres d'assemblées communales, répression qui ne peut s'expliquer par les seuls besoins de l'enquête sur l'attentat contre Boumediène.

Ce qui est important et prometteur, ce sont les progrès réels qui ont été constatés dans le niveau de conscience politique et dans la combattivité des organisations de masses légales ouvrières ou étudiantes. C'est le résultat du travail de masse difficile et quotidien orienté et impulsé par les militants progressistes.

Ainsi le 1^{er} Mai cette année, les discours des responsables syndicaux ont exprimé pour la première fois d'une façon plus juste la volonté des travailleurs de notre pays de défendre et élargir leurs droits et leurs conquêtes démocratiques et sociales.

Fort de son expérience et guidée par une juste orientation de principe, l'UNEA de son côté, a pu obtenir, avant même d'entreprendre l'action envisagée dans sa déclaration constructive du 13 mai, la libération des étudiants.

¹ Sur ce point le désarroi idéologique paraît plus grand encore dans la presse et la propagande officielles. On peut en juger dans la façon dont ont été commentés les événements de France qui ont eu en Algérie, dans tous les milieux, de grandes répercussions. Jamais on n'a pu voir d'une façon aussi frappante comment se reflète sur le plan idéologique l'écartèlement de la petite bourgeoisie entre les deux pôles de la société. D'un côté des flatteries démesurées, lyriques, à l'égard de certaines illusions généreuses (mais stériles et désastreuses sur le plan de la conduite de la lutte) de quelques groupes étudiants français. Et de l'autre côté une sympathie non dissimulée et frisant parfois l'indécence pour le pouvoir antiouvrier et néocolonialiste de de Gaulle (« sauveteur » et « bienfaiteur » de l'Algérie) et son premier ministre, directeur de la banque Rothschild ! Au cœur de cette contradiction, il y a l'anticommunisme à l'égard du PCF, de la CGT et des millions d'ouvriers qu'ils représentent.

L'un des points névralgiques aujourd'hui de la bataille engagée pour que les masses populaires pèsent de plus en plus dans la vie politique et sociale du pays, est la lutte pour la démocratisation et l'autonomie des organisations de masses légales. C'est le meilleur moyen pour que des militants progressistes sans exclusive, inscrits au FLN, membres du PAGES, d'autres organisations ou inorganisés, puissent apporter, dans le respect des règles démocratiques de fonctionnement de chacune de ces organisations, leur contribution à la mobilisation de toutes les couches sociales du pays en faveur d'objectifs d'intérêt national et de progrès social.

Les perspectives

Cette activité de masse, menée en profondeur, exige des forces progressistes qu'elles renforcent leur union, qu'elles élèvent leur conscience politique et idéologique, qu'elles édifient rapidement une véritable avant-garde socialiste. C'est dans ce travail de masse que résident les meilleures chances d'une issue démocratique et pacifique à la grave crise politique qui, en rebondissant constamment, continue à paralyser le relèvement et l'essor de l'Algérie 6 ans après l'indépendance.

Comme nous l'avons en effet indiqué, il apparaît qu'une nouvelle crise mûrit dans les sphères du pouvoir actuel. Cette crise évolue sous la pression multiforme des masses et des facteurs internationaux. Ses protagonistes directs ne sont pas les mêmes qu'au cours des crises précédentes étant donné que de nouveaux clivages se sont opérés et approfondis dans le personnel dirigeant mis en place après le 19 juin.

Mais ce sont les mêmes facteurs politiques, économiques et sociaux qui continuent à exercer leur action. Cette crise a comme contenu essentiel la contradiction entre les différents aspects de la politique gouvernementale.

Il faut lever cette contradiction, qui est insurmontable dans le cadre de l'orientation antidémocratique actuelle.

Ou bien les masses, les militants progressistes, les patriotes et antiimpérialistes (y compris ceux qui se trouvent dans le pouvoir ou lui sont associés) parviendront par leurs efforts unis ou convergents à mettre fin à cette contradiction, en contribuant pour commencer à une détente dans le climat politique grâce à des mesures démocratiques et de progrès social. La plus importante de ces mesures est la libération des détenus politiques, qui doit englober, si on la veut efficace celle de Ben Bella et de ses compagnons (Ben Alla, Nekkache, etc.) et l'amnistie pour tous les militaires ou civils emprisonnés ou poursuivis depuis les événements de Décembre 1967.

Ou alors, la réaction et les impérialistes, à travers leurs représentants et alliés, pourraient parvenir provisoirement à empêcher cette issue, en encourageant la répression antipopulaire et antidémocratique, en sabotant ou freinant toute mesure de progrès social. A ce propos, il importe d'être vigilant devant les agissements multipliés des réactionnaires dans la dernière période (enquêtes policières, tournées semi-clandestines, etc.).

Plus que jamais, le PAGS estime que c'est seulement l'union des couches populaires et progressistes, des forces armées révolutionnaires et de l'avant-garde socialiste qui peut faire échec aux visées de la réaction et de l'impérialisme.

C'est pourquoi il appelle à agir ensemble sans préalable ni exclusive, TOUS CEUX qui estiment bénéfiques les objectifs suivants :

- démocratisation profonde de la vie politique et sociale du pays ;
- réforme agraire véritable sur les terres des gros propriétaires fonciers et non préjudiciables aux domaines autogérés ;
- lutte anti-impérialiste conséquente et indépendance économique ;
- participation effective des travailleurs au contrôle et à la gestion des entreprises.



2. – COMMENT, SELON LE P.A.G.S SE PRESENTENT, POUR L'ALGERIE LES TACHES DE LA LUTTE ANTI IMPERIALISTE ?

Les problèmes intérieurs de l'Algérie sont importants, urgents et préoccupants. Malgré cela, aucun révolutionnaire conséquent ne peut, sans danger, perdre de vue qu'aujourd'hui encore le danger principal pour notre pays vient de l'impérialisme mondial.

En manquant de vigilance à cet égard, on s'exposerait à affronter une situation intérieure plus dégradée et dans des conditions rendues plus défavorables encore aux luttes et aux intérêts populaires.

Ces dangers ne se présentent pas toujours de façon claire et directement perceptible aux peuples, comme ce fut le cas pour l'agression israélienne.

On ne peut ignorer que, malgré l'indépendance politique qui leur a été arrachée il y a six ans, l'impérialisme et le néocolonialisme français gardent encore un certain nombre de positions. Ils déploient des manœuvres renouvelées contre les efforts que fait l'Algérie pour s'en dégager. On sait par exemple comment, violant ses engagements antérieurs, le pouvoir français gaulliste utilise le blocage des achats de vin, prétextant certaine difficultés -réelles mais surmontables - de la part de son opinion publique, surtout les viticulteurs. En réalité, il s'agit beaucoup plus pour ce pouvoir d'utiliser ce chantage pour imposer des conditions plus

draconiennes dans d'autres domaines des relations franco - algériennes, ceux où sont engagés les intérêts des pétroliers ou de la sidérurgie française, dont il ne faut pas oublier que le pouvoir gaulliste est le représentant porté par eux au pouvoir, après avoir éliminé l'opposition archaïque des colons ultras...

On ne saurait, à cet égard, sous-estimer, en plus des pressions économiques et du chantage à la « coopération » qu'exerce le pouvoir gaulliste français, ses efforts de propagande, relayés par certains milieux réactionnaires algériens, destinés précisément à créer un climat favorable à la réussite de ces pressions économiques et orientés en direction des milieux sociaux que visait déjà le Plan de Constantine, il y a 10 ans. On doit regretter que la presse et les milieux officiels algériens, se prêtent eux-mêmes avec complaisance à cette opération, comme ce fut le cas lors du puissant mouvement ouvrier et populaire français contre les monopoles qui les exploitent, ceux-là même qui veulent imposer leurs conditions à l'Algérie.

Ce danger est d'autant plus grand que l'Algérie a recours massivement à des « experts » français qui utilisent leur science, forgée dans le plus pur style bourgeois pour les besoins de l'expansion coloniale et de l'exploitation capitaliste et néo-colonialiste, pour former un certain nombre de cadres de nos appareils d'État, dans l'administration, la police et l'armée, sans compter l'influence déterminante dans l'orientation de l'Enseignement supérieur. Il n'est pas possible de fermer les yeux sur les conséquences incalculables du fait que, avec les encouragements et les complaisances de nos autorités, ces coopérants apprennent aux futurs cadres d'un État démocratique et populaire qui proclame la voie socialiste, les meilleurs manières (des plus violentes aux plus subtiles) de lutter contre la démocratie, contre les masses populaires, contre le socialisme !

Le néo-colonialisme collectif

Et il y a aussi, de plus en plus dangereux bien que moins apparent, l'impérialisme U.S. Car les efforts de ce dernier s'intègrent dans le cadre d'une stratégie globale qui lui commande une mainmise accrue sur de nombreux pays, en liaison avec la réaction intérieure de chacun de ces pays. Notre pays est particulièrement visé en raison :

- de sa situation géographique et stratégique en Afrique et en Méditerranée ;
- des ressources considérables de son sous-sol ;
- du danger de contagion de l'orientation révolutionnaire du peuple algérien, même contrecarrée comme elle l'est aujourd'hui par des facteurs intérieurs ;
- de certaines dispositions diplomatiques de l'Algérie hostiles à la politique de brigandage US ;
- enfin des rapports fructueux de coopération établis entre l'Algérie et les pays socialistes, notamment l'URSS.

La rupture des relations diplomatiques de l'Algérie avec les USA au moment de l'agression israélienne, et maintenue symboliquement jusqu'ici, n'est pas à notre avis le fait le plus significatif des relations algéro-américaines. On sait qu'une telle rupture avec la RFA n'a pas empêché l'augmentation de la pénétration ouest-allemande dans l'économie algérienne.

C'est ailleurs que se situent les vrais problèmes.

Tandis qu'en Afrique centrale, les U.S.A. mettent sur pied un regroupement d'états autour du Congo-Kinshasa, dans le Maghreb, ils encouragent, avec la bénédiction des réactions des 4 pays nord-africains, un regroupement dont l'objectif essentiel serait d'étendre au Maghreb le CENTO sous des formes particulières et moins voyantes. Bourguiba, lors de son périple américain, vient à nouveau de reprendre le vieux chantage à une prétendue menace constituée par l'Algérie et par la flotte soviétique en Méditerranée. Ce chantage vise à atténuer l'indignation des peuples - y compris tunisien - contre la colonisation de la Méditerranée par la 6^{ème} flotte américaine et à faciliter la tâche des réactionnaires qui, en Algérie, voudraient engager le pays dans une voie « d'accommodements » avec l'impérialisme.

Dans le même temps, se multiplient les pressions et manœuvres économiques et financières. Les USA ont supprimé à l'Algérie l'aide « alimentaire » qui permettait partiellement jusque là de faire fonctionner certains chantiers de « plein emploi ».

La pénétration US se fait en mettant à profit également la politique légitime de diversification entreprise par le gouvernement algérien pour se dégager des liens de domination du néo-colonialisme français.

On doit à ce sujet répondre à la question : quelles possibilités offrent à l'Algérie les rivalités franco-US pour échapper progressivement et définitivement à l'emprise économique de l'impérialisme ?

Nous estimons qu'il ne faut négliger aucune possibilité offerte par les contradictions entre impérialistes. Mais nous ne devons à aucun moment perdre de vue que ces possibilités sont d'une part limitées, d'autre part comportent de grands dangers pour un pays aussi vulnérable qu'un pays récemment libéré puisqu'on a affaire à des partenaires différents mais guidés par les mêmes lois inexorables du néo-colonialisme. Ces possibilités ne peuvent donc être mises à profit que grâce à une politique anti-impérialiste résolue et conséquente, ne perdant pas de vue le but final qui est de **liquider le plus rapidement possible tout lien de subordination** à l'égard du capitalisme et du néo-colonialisme.

Que gagne en effet l'Algérie, si pendant qu'on nationalise ou contrôle d'un côté les entreprises françaises, on fait preuve, de l'autre côté, à l'égard des capitaux US ou, ce qui revient pratiquement au même, ouest-allemands, italiens, japonais, espagnols, etc. de complaisances et de facilités sans nombre qui mènent tout droit à maintenir ou enfoncer davantage l'économie algérienne dans la dépendance à l'égard du néo-colonialisme « collectif » dominé par les monopoles des USA ?

Que peut gagner l'Algérie à la rivalité franco - US lorsque celle-ci conduit les néocolonialistes américains et français, dans leur lutte d'influence, à employer tous les moyens pour gagner à leurs vues le maximum de responsables et fonctionnaires politiques, militaires ou économiques du pays, au risque de créer des affrontements qui compliquent et aggravent les problèmes intérieurs et rendent le pays plus vulnérable aux menaces extérieures ?

Que gagne l'Algérie, lorsque, dans certains ministères liés à l'économie du pays, d'un côté on astreint les fonctionnaires algériens à un contrôle tatillon, destiné, dit-on à

préservent les « secrets » de l'édification économique du pays, tandis que d'un autre côté, on engage des experts US, payés en dollars plusieurs fois plus cher que tous les autres, en sachant bien qu'aux postes où ils exercent, ils sont à même de dominer, contrôler toute l'économie, l'infléchir dans le sens souhaité par leurs maîtres et en tout cas renseigner ces derniers sur tous les points névralgiques sur lesquels il leur est loisible d'intervenir pour saboter le développement dans la voie d'une économie indépendante ?

En résumé, la diversification par le recours à la « coopération » avec les monopoles occidentaux peut être un expédient valable quoique dangereux. Il doit être étroitement contrôlé dans le cadre d'une orientation anti-impérialiste conséquente, et ne pas constituer un « provisoire qui dure ». La seule véritable diversification est celle qui donne les moyens de remplacer définitivement l'économie liée au néo-colonialisme français par une économie indépendante.

Précisément, malgré leur concurrence mutuelle, les monopoles des pays occidentaux entraveront la poursuite de cet objectif national. Ils poseront à notre pays, comme à tous les autres pays en voie de développement, des conditions de plus en plus draconiennes pour leur « coopération » car ils doivent tenir compte de leurs propres difficultés actuelles aggravées par la crise monétaire internationale.

L'attitude fondamentale de toutes ces puissances néo-colonialistes à la 2^{ème} session de la CNUCED de New Delhi l'a très bien montré.

Et surtout, il y a un domaine où les impérialistes n'entrent pas en contradiction, et s'entendent à merveille, c'est pour tenter de saboter la seule voie qui ouvre sans danger à l'Algérie la possibilité d'un développement industriel et agricole rapidement indépendant : la voie non capitaliste, la voie de la coopération mutuellement avantageuse avec les pays du système socialiste mondial. Car seul le système socialiste mondial, engagé dans une lutte historique gigantesque contre l'impérialisme, a INTÉRÊT à ce que se développe dans le « Tiers-Monde » des économies nationales réellement indépendantes et dégagées de toute emprise impérialiste.

Dans cette œuvre de sabotage de la voie non capitaliste et de la coopération avec les pays socialistes, les moyens utilisés par les néo-colonialistes et impérialistes sont variés et souvent subtils. Ils trouvent malheureusement chez certains responsables et hauts fonctionnaires algériens des oreilles complaisantes, par exemple pour déplorer que les paiements des pays socialistes se fassent sur la base d'accords de trocs et de livraisons de biens d'équipement (qui évidemment ne peuvent se mettre dans la poche ou dans un compte bancaire à l'étranger !). On veut bien, sous la pression des nécessités ou des milieux officiels et populaires anti-impérialistes, ou encore pour camoufler la collaboration accrue avec les monopoles occidentaux, faire appel à la coopération d'experts socialistes : mais on glisse à l'oreille des doutes sur l'efficacité de la technique socialiste, on entoure ces experts des mêmes brimades ou de la même méfiance dont on entoure les fonctionnaires algériens. Ce n'est pas un hasard non plus si on trouve associés dans la même œuvre de formation antisocialiste les fonds américains de la fondation Ford et l'enseignement de professeurs français à l'École nationale d'administration dépendant du ministère de l'Intérieur. Comme de juste, toute activité syndicale est interdite dans cette école.

Comme on le voit, la lutte contre l'impérialisme est loin d'être superflue ; elle est un impératif vital de notre développement.

***Comment faire face
à ces dangers multiples ?
Quelles caractéristiques
devrait avoir une lutte conséquente
contre l'impérialisme ?***

Le PAGS estime qu'il est possible de mener cette lutte avec succès, à condition de l'intégrer d'une façon juste dans le contexte de la lutte anti-impérialiste mondiale, à condition également d'utiliser efficacement toutes les possibilités qu'offre notre pays, d'améliorer ces possibilités malgré le grave handicap résultant aujourd'hui de ses problèmes intérieurs.

**Les conditions
de la lutte anti-impérialiste
à l'échelle mondiale**

En premier lieu, nous devons combattre les appréciations erronées et démobilisatrices selon lesquelles, compte tenu des exigences de la « coexistence pacifique à l'échelle mondiale, les impérialistes pourraient imposer leur loi à tous les peuples des petits pays et imposer des reculs à l'ensemble des forces anti-impérialistes.

La coexistence pacifique, principe léniniste qui a orienté la politique de l'URSS dès sa création, a pu devenir un état de fait, après la 2^{ème} guerre mondiale. Elle signifie que le camp impérialiste d'une part et le camp anti-impérialiste, avec son fer de lance le système socialiste mondial, d'autre part, sont tenus à des efforts en vue d'éviter le recours (ou les conditions propres à acculer au recours) à une guerre nucléaire à l'échelle mondiale. En tant que telle, la coexistence pacifique n'est pas un cadeau fait à l'impérialisme ou une concession consentie de bon gré à ce dernier pour poursuivre « en paix » sa politique de rapines. C'est une situation imposée à l'impérialisme (dont la nature belliciste n'a pas changé) par le rapport de forces à l'échelle mondiale et par le niveau des armements modernes dont a pu se doter le système socialiste mondial.

Dans ce cadre, étant donné que la révolution ne s'exporte pas et constitue d'abord l'affaire de chaque peuple et de chaque classe intéressés, il appartient à toutes les forces concernées d'unir leurs efforts et de mobiliser toutes leurs ressources intérieures pour élever les capacités économiques et militaires des pays anti-impérialistes, pour développer les luttes de libération nationale des peuples opprimés, les luttes démocratiques, les luttes de classe et les luttes idéologiques dans les pays capitalistes, toutes luttes qui en aucun cas ne peuvent être freinées par la coexistence pacifique des systèmes socialiste et capitaliste mondiaux.

Bien au contraire, cette coexistence a créé des conditions nouvelles qui constituent un barrage puissant aux tentatives des impérialistes d'exporter la contre-révolution. Ces conditions nouvelles permettent en même temps de déployer avec une grande force la solidarité sous toutes les formes possibles aux luttes révolutionnaires, sans pour autant impliquer une intervention directe des alliés dans ces luttes, les succès dans chaque pays ou région étant alors fonction du degré de maturité des conditions objectives de la révolution et des capacités déployées par les forces révolutionnaires directement engagées. C'est ce qu'on risque d'oublier totalement quand on parle de coexistence pacifique et qu'on néglige de comparer les conditions de ces vingt dernières années à ce qu'était auparavant le libre déploiement de la politique de la canonnière pratiquée par les impérialistes, lorsque le rapport des forces à l'échelle mondiale n'avait pas encore pu imposer cette coexistence pacifique.

Bien entendu, il n'a jamais été question pour des révolutionnaires sérieux de demander à l'URSS ou tout autre pays socialiste allié d'intervenir directement en Algérie, à Cuba, au Vietnam ou en Palestine (encore que dans ce dernier cas certains pouvaient avoir cette illusion). Mais nul ne peut nier et oublier l'aide puissante qu'ont apportée aux luttes révolutionnaires de ces pays, les forces du système socialiste mondial, dans le cadre de la coexistence pacifique. Ce n'est pas un hasard si à l'époque de la coexistence, la lutte algérienne de libération a bénéficié de l'aide politique et matérielle substantielle (directe et indirecte) des pays socialistes. Ce n'est pas un hasard non plus si Cuba édifie le socialisme à 150 kms des USA après le coup d'arrêt donné en octobre 1962 aux projets d'agression des USA, par ce qui a été qualifié de « compromis soviéto-américain » (pour qui ce compromis a-t-il été positif ?). N'est pas négative la coexistence qui permet à la République Démocratique du Vietnam de réceptionner à quelques mètres de la ligne de feu les indispensables bateaux soviétiques de matériel lourd et moderne que les avions et la flotte US évitent de bombarder, tandis que les jeunes militaires et techniciens vietnamiens se forment par milliers sur les territoires des pays socialistes dont la sécurité est garantie aujourd'hui dans cette situation de coexistence. Ce n'est pas un miracle non plus si les expansionnistes israéliens n'ont pu mettre à profit leur supériorité militaire incontestable pour en finir en juin 1967 avec les régimes progressistes égyptien et syrien. C'est une coexistence positive que celle qui a permis, malgré cette situation critique de juin 1967, la reconstitution des forces militaires égyptiennes et syriennes à un niveau plus élevé et débarrassées des officiers traitres et incapables, le renforcement du front intérieur et du pouvoir dans un sens plus progressiste en Egypte, l'union des forces patriotiques en Jordanie, l'organisation de la guérilla populaire des patriotes palestiniens et le renforcement de ses bases arrières, enfin l'affaiblissement des positions politiques et diplomatiques sionistes dans le monde.

Ce n'est pas un miracle ou un paradoxe de la coexistence, mais une conséquence directe de cette coexistence à l'échelle mondiale si les militaristes sionistes, dans leurs incursions de représailles contre les camps de réfugiés arabes ont été mis en échec à Karame par d'héroïques combattants sans que les sionistes puissent mettre en œuvre contre la Jordanie, l'ensemble de leurs forces militaires qui sont encore provisoirement supérieures à celles des pays arabes limitrophes. Les résolutions arrachées par les délégations des pays arabes et des pays amis au Conseil de sécurité de l'ONU n'ont pas de valeur par elles-mêmes, ou par la vertu magique qu'elles auraient de ramener Israël à la raison, comme peuvent penser certains de

ceux qui les condamnent. Elles doivent être appréciées surtout dans le cadre de la coexistence, comme le reflet d'un rapport de forces à l'échelle mondiale qui ne permet plus aujourd'hui à Israël de faire tout ce qu'il aurait pu faire en d'autres temps par lui-même ou par l'intervention directe de ses protecteurs.

*
* *

Ainsi la coexistence pacifique n'est pas une situation à laquelle les révolutionnaires peuvent se laisser aller passivement, mais c'est un cadre objectif défavorable à l'impérialisme, que les révolutionnaires doivent sans cesse consolider et renforcer activement dans leurs luttes dans l'intérêt même de ces luttes qu'ils mènent. C'est dans ce sens qu'on dit par exemple que les luttes légitimes de libération nationales menées par les patriotes de chaque pays sont une de leurs meilleures contributions à la sauvegarde et au renforcement de la paix mondiale.

La situation de coexistence pacifique et les exigences de sa sauvegarde et de son renforcement dans l'intérêt des luttes de classes et de libération nationale sont des plus complexes et des plus difficiles. Cela expose les antiimpérialistes et les révolutionnaires à des différences d'appréciation, ou même à des erreurs dans un sens ou dans l'autre. Cependant, ce n'est ni en niant la coexistence en tant qu'exigence fondamentale du monde actuel, ni en déformant sa signification ou en se lançant dans des aventures qui la mettent en danger qu'on simplifie ces problèmes ou qu'on leur apporte des solutions utiles au développement ou au succès des luttes en cours.

La vigilance est d'autant plus nécessaire que la coexistence pacifique imposée à l'impérialisme ne modifie en rien la nature de ce dernier et ne supprime nullement son agressivité, même si cette agressivité a été jusque là contenue ou découragée par la résistance des peuples et leur lutte pour la paix.

L'expérience de ces dernières années confirme que l'agressivité accrue manifestée par l'impérialisme mondial n'est pas un signe de sa force. A l'époque où se déroule une lutte gigantesque pour assurer le passage de l'humanité du capitalisme au socialisme, à l'époque où chaque année de paix travaille contre le capitalisme mondial, l'agressivité est surtout un signe des tendances accrues de l'impérialisme à vouloir se dégager de ses contradictions et de ses difficultés par l'agression, par l'utilisation des ressources économiques et technologiques et des bases à l'étranger dont il dispose encore malgré son affaiblissement relatif et le rétrécissement de sa sphère d'influence.

L'expérience a montré justement que cette agressivité peut être jugulée, qu'il est possible de faire reculer l'impérialisme, même après qu'il eut obtenu un succès temporaire sur un point particulièrement faible du camp antiimpérialiste mondial. Mais il est indispensable pour cela que toutes les forces antiimpérialistes s'unissent pour le mettre en échec et plus précisément encore les 3 forces principales qui constituent le camp anti-impérialiste, c'est à dire : le système socialiste mondial, la classe ouvrière internationale (des pays hautement industrialisés ou en voie de développement) et le mouvement de libération nationale.

Le peuple vietnamien, aussi bien par lui-même que par les alliances et les soutiens mondiaux dont il a bénéficié, symbolise l'union solide et invincible de ces 3 courants ; il a

imposé au tout puissant impérialisme des USA un premier pas vers les négociations et vers la cessation de l'agression.

Comme le dit le camarade Le Duan, secrétaire des Travailleurs du Vietnam : *« La lutte du peuple vietnamien est le point culminant de la lutte commune des masses laborieuses et des peuples pour la paix, l'indépendance nationale, la démocratie et le progrès social »*, tandis que *« le néo-colonialisme et la stratégie militaire de l'impérialisme américain dans le monde sont une stratégie à la petite semaine, produit d'une situation de faiblesse face aux offensives répétées des forces révolutionnaires mondiales »*. Et comme le soulignait la Pravda : *« La guerre d'agression US au Vietnam a réuni en un seul nœud les contradictions variées de l'impérialisme et leur a donné une nouvelle acuité »*.

La crise monétaire du monde capitaliste inflige un démenti cinglant à ceux qui prétendent que le marxisme-léninisme était dépassé dans ses analyses et ses prévisions et que le capitalisme moderne était en mesure de surmonter ses contradictions fondamentales. Certains « théoriciens » n'ont cessé de répéter que la classe ouvrière internationale était « essoufflée » dans les pays capitalistes hautement industrialisés, ne voulant pas voir sa lutte persévérante et en profondeur contre les obstacles formidables dressés devant elle par les gouvernements des monopoles. Cette classe ouvrière vient, dans la dernière période, de prouver en France par son action de solidarité à la lutte du peuple vietnamien et surtout par sa lutte gréviste anti-monopoles d'une puissance inégalée, qu'il serait dangereux de sous-estimer son rôle, difficile mais immense, au cœur même des citadelles impérialistes. Cette lutte prouve les possibilités niées par certains, qu'à la classe ouvrière de ces pays industrialisés de constituer un vaste front de lutte avec de larges couches moyennes opposées aux monopoles pour des changements démocratiques ouvrant la voie au socialisme.

De ces constatations sur le plan international, le PAGS tire les conclusions impérieuses suivantes :

- Il est impossible de mener une lutte anti-impérialiste conséquente, pour une véritable indépendance économique, sans se heurter à l'impérialisme US.
- La diversification des échanges économiques, commerciaux et de coopération technique et culturelle de l'Algérie est nécessaire pour mettre fin à l'emprise néo-colonialiste française. Il faut la poursuivre en veillant à mettre en échec les dangers du néo-colonialisme américain et non en favorisant sa pénétration.
- Notre lutte en Algérie est étroitement liée à toutes les luttes qui sont menées dans le monde pour la paix, l'indépendance nationale, la démocratie et le progrès social.
- La meilleure garantie de succès dans la lutte pour assurer l'indépendance économique de l'Algérie réside dans le renforcement de la coopération et de l'entraide dans tous les domaines, sur la base de l'égalité et des avantages mutuels, avec l'URSS et tous les pays socialistes.
- Nous devons renforcer notre solidarité avec les peuples en lutte contre l'impérialisme au Vietnam, en Palestine, en Afrique et dans le monde.
- Nous devons renforcer notre alliance avec les forces progressistes qui se heurtent aux mêmes ennemis que nous : c'est le cas de la RAU et la Syrie ; c'est le cas des patriotes

et progressistes marocains, tunisiens et lybiens pour mettre en échec les plans réactionnaires et impérialistes d'asservissement aux USA qui s'efforcent d'exploiter les conflits qui peuvent surgir entre nos pays. C'est le cas de toutes les forces progressistes des pays capitalistes qui entourent le bassin méditerranéen, et notamment les partis communistes et ouvriers d'Espagne, du Portugal, de France, d'Italie, de Grèce, de Turquie, etc. C'est le cas des progressistes qui mènent une lutte courageuse en Israël même contre l'expansion sioniste, raison pour laquelle El Fath a pris la position courageuse de ne diriger aucune action armée contre les civils israéliens.

C'est le cas enfin plus particulièrement de l'opinion et des organisations progressistes françaises ; si nous voulons améliorer les échanges commerciaux algéro-français et la situation de nos compatriotes travaillant en France, nous ne devons pas nous en tenir aux seules relations avec le pouvoir gaulliste (voire aux flatteries systématiques à son égard), tout en n'ignorant pas le rôle positif que de Gaulle joue par certaines de ses positions internationales. Nous ne devons pas rendre nos relations avec la France *exclusivement* tributaires du régime gaulliste appelé à disparaître sous la poussée des forces populaires opposées aux monopoles. Nous ne pouvons encore moins rechercher de soutien à l'Algérie parmi quelques plumitifs ou groupuscules obséquieux envers le pouvoir algérien actuel et qui ne représente rien. Nous devons au contraire poursuivre des efforts communs de compréhension et de solidarité avec ceux qui luttent contre les monopoles français. Nous devons veiller à gagner, **sur des bases justes** et en surmontant d'une façon constructive les préjugés qui peuvent exister, la masse immense des progressistes et des organisations qui les représentent au lieu de leur reprocher de se solidariser - à juste titre - avec les démocrates et anti-impérialistes algériens victimes de la répression antidémocratique.

Nous n'ignorons pas que des préjugés, des malentendus peuvent compliquer provisoirement les relations des milieux officiels algériens avec les organisations progressistes françaises, et la plus puissante d'entre elles, le Parti Communiste Français, qui s'est pourtant trouvé avant comme après l'indépendance aux côtés de l'Algérie sur les problèmes d'intérêt national concernant notre émigration, et dernièrement encore a été le seul à avoir mené une lutte de masse courageuse contre la propagande des agresseurs israéliens.

Nous savons aussi que dans la gauche non communiste française, il y a des forces qui n'ont pas une position anti-impérialiste conséquente et qui, une fois au pouvoir, ne mettraient pas forcément fin à toutes les difficultés qui existent aujourd'hui dans les relations algéro-françaises. Mais notre position peut justement aider à faire reculer ces difficultés. Et en tout état de cause, il ne faut pas hypothéquer l'avenir de l'Algérie en misant sur le cheval néo-colonialiste que des contradictions fondamentales opposent à l'Algérie. Il faut cesser de mettre l'accent sur les contradictions secondaires et minimales entre les peuples et forces progressistes de l'Algérie et de France. Il faut pour commencer reprendre et développer sur des bases réalistes et constructives, les relations des organisations politiques et organisations de masse officielles de notre pays avec les organisations progressistes françaises les plus représentatives et les plus proches de l'opinion de notre peuple : PCF, CGT, UNEF, Mouvement de la paix, etc.

Renforcer le front intérieur antiimpérialiste

Quant aux possibilités propres de l'Algérie dans la lutte antiimpérialiste, comment les mettre à profit et les améliorer, dans la situation présente ?

Le PAGES tient compte du caractère double de la politique extérieure du pouvoir actuel.

D'une part, cette politique, malgré son infléchissement après le 19 juin, a continué à s'inscrire dans un cadre général antiimpérialiste. En témoignent les positions officielles de l'Algérie sur la guerre du Vietnam, l'agression israélienne, le soutien aux mouvements africains de libération, le soutien à la RDP de Corée dans l'affaire du Pueblo, etc. On ne saurait sous-estimer également l'importance des nationalisations d'un important secteur économique qui, même si elles ne bénéficient pas directement dans l'immédiat aux travailleurs, n'en restreignent pas moins l'emprise de l'impérialisme sur notre pays. Nous enregistrons qu'un nombre appréciable d'objectifs économiques antiimpérialistes, inscrits dans des programmes de toutes les forces et organisations progressistes depuis 1962, ont été réalisées ou sont en cours de réalisation.

En fonction de cette constatation, le PAGES, parallèlement à ses propres efforts de mobilisation des masses contre les dangers de l'impérialisme, a soutenu et soutient toutes celles des initiatives du pouvoir qui vont dans le sens de la lutte antiimpérialiste, même si le PAGES formule des réserves ou des critiques contre certains aspects négatifs plus ou moins importants qui peuvent accompagner ces mesures.

D'autre part, nous constatons aussi qu'un certain nombre de représentants de ce pouvoir mènent une politique favorable à l'implantation ou au renforcement de l'influence et des bases économiques du néo-colonialisme. Nous critiquons et combattons les manifestations diverses de cette orientation. Nous estimons que dénoncer et lutter contre les méthodes autoritaires et bureaucratiques qui permettent de tels agissements est une contribution indispensable à la lutte antiimpérialiste. Cautionner de telles méthodes et de telles activités serait au contraire faciliter la pénétration impérialiste.

Enfin, on a pu constater, de la part d'antiimpérialistes dont la sincérité n'est pas forcément en cause, soit des positions ou des conceptions de caractère gauchiste pouvant occasionner à l'Algérie un grand tort, notamment en l'isolant de ses meilleurs alliés, soit une politique autoritaire et antidémocratique aboutissant à la démobilisation populaire. Dans les deux cas, c'est l'impérialisme qui en tire profit.

Dans ces deux cas nous estimons que les révolutionnaires sincères doivent procéder à des confrontations, à des échanges de vue et à un travail d'explication permettant de tirer les meilleures leçons de l'expérience. Ils doivent s'efforcer de lutter ensemble contre les manifestations antidémocratiques démobilisatrices et engager de grands efforts constructifs pour renforcer le « Front intérieur », unir l'ensemble des forces progressistes, et imposer les mesures démocratiques et de progrès social susceptibles d'impulser la mobilisation politique des masses contre l'impérialisme.

Il est évident pour nous, et c'est un fait confirmé par l'expérience, qu'une politique étrangère conforme à l'intérêt national, ne saurait être dissociée d'une politique intérieure conforme aux aspirations démocratiques et sociales du peuple.



3. – COMMENT LE P.A.G.S. APPRECIÉ-T-IL LE BILAN DE 3 ANNEES DU POUVOIR ACTUEL ?

S'il fallait dresser en quelques lignes le bilan de ces trois années, dans un esprit constructif tenant compte seulement des faits et écartant toute diversion passionnelle et partisane, en un mot, avec le seul souci d'unir toutes les forces progressistes dans les luttes futures, nous dirions :

Nous avons eu depuis trois ans un pouvoir de fait qui s'est substitué au pouvoir constitutionnel, et qui, par les moyens qu'il a utilisés pour s'instaurer et se maintenir, a ouvert une crise aux conséquences multiples et sérieuses.

Ce pouvoir a maintenu - tout en les infléchissant souvent - un certain nombre de positions antiimpérialistes qui étaient celles de l'Algérie sous la présidence de Ben Bella. Il a pris également un certain nombre de mesures nouvelles et positives qui, *sous certaines conditions*, pourraient constituer les premières bases d'une véritable indépendance de l'Algérie.

Mais sur le plan de la justice sociale, de l'union et de la mobilisation des forces populaires et progressistes, le résultat est désastreux :

- de graves remises en cause des acquis de la révolution (comme les restitutions des grosses propriétés foncières) se sont produites.
- Les moyens et modalités antidémocratiques mis en œuvre pour édifier un État ont entraîné un manque à gagner considérable sur les plans politique, économique et social (exemple : réforme agraire reportée d'année en année, démobilisation populaire, etc.).
- En conséquence, même les résultats obtenus pendant cette période tout comme ceux obtenus avant le 19 juin 1965, sont gravement menacés ; ils sont à la merci d'une offensive plus rigoureuse de la réaction et de l'impérialisme, si les forces progressistes ne se mobilisent plus largement pour affronter les dangers.

*
* *
*

Donnons à ce sujet quelques explications.

Nous ne sommes ni de ceux qui nient la nécessité d'un État solide, capable de faire face aux tâches de l'édification d'un pays prospère et moderne, ni de ceux qui croient que l'Algérie, sortie de la nuit coloniale, allait miraculeusement se transformer du jour au lendemain.

Nous n'ignorons pas toute la portée des nationalisations dans des secteurs importants de l'économie et des finances. De plus, notre pays, malgré une baisse dans le prestige que lui avaient valu sa lutte de libération et son engagement résolu dans la lutte antiimpérialiste après l'indépendance, continue à occuper une place honorable parmi les pays libérés affrontés au néo-colonialisme et à l'impérialisme.

Mais ces résultats ne correspondent pas aux possibilités. Ils auraient pu être bien plus grands pour un pays qui a hérité d'une infrastructure déjà importante (routes, ports chemins de fer, électricité, équipement social, etc.), qui dispose de ressources naturelles considérables, dont le peuple était et reste animé d'un sentiment antiimpérialiste puissant, d'une soif intense de démocratie et de justice sociale, un pays enfin qui a des alliés et amis nombreux et puissants pour l'aider à affronter des dangers qui menacent tout pays luttant pour son développement.

Les bilans complaisants et souvent discutables qui s'étalent sur les colonnes de la presse officielle perdent une grande partie de leur signification devant ce facteur décisif : les masses populaires, les forces vives du pays ont le sentiment aigu que les objectifs de la lutte de libération nationale ont été trahis. Leur conviction est étayée par la réalité qu'ils vivent quotidiennement : l'étouffement, après le 19juin, des droits et libertés démocratiques a servi purement et simplement à consolider les inégalités sociales criantes qui ont vu le jour avec la récupération des richesses nationales, alors que cette récupération aurait dû, au contraire, contribuer à supprimer ou diminuer les inégalités qui existaient déjà sous le joug colonial. L'écart entre les couches sociales de notre peuple est devenu infiniment plus grand qu'il n'était du temps du colonialisme (sans compter la restriction de certaines libertés syndicales et démocratiques que les Algériens avaient arrachées aux colonialistes eux-mêmes, ce qui favorise, dans certaines couches, la propagande néo-colonialiste et notamment gaulliste).

Il est impossible de prêcher aux masses populaires la « patience » en invoquant les séquelles du colonialisme. Par quel miracle la situation héritée du colonialisme signifie-t-elle d'un côté, pour les uns, manger des racines comme le font en cette saison les paysans de nombreuses régions, ou occuper tous les jours les arcades de la rue de la Lyre, comme le font une foule de mendiants avec leurs enfants, alors qu'elles n'y venaient l'an dernier que le vendredi, et d'un autre côté pour les autres, en un an seulement, ouvrir encore de nouveaux cabarets de luxe dans la rue Didouche Mourad, qui en était déjà pleine ?

Doit-on considérer comme une séquelle normale du colonialisme, le fait que dans ces cabarets viennent s'étaler l'arrogance d'un grand nombre d'ex-collaborateurs de l'armée et de l'administration colonialistes qui ont bénéficié de rapides et hautes promotions tandis que l'épuration à rebours frappe les partisans du socialisme ou tout simplement des fonctionnaires honnêtes ?

Est-ce une séquelle normale du colonialisme que, selon des habitudes insultantes pour la misère et la dignité du peuple le « frère responsable » du FLN exige au moindre de ses déplacements d'être accueilli avec le faste et la tradition qui entouraient les ex-gouverneurs généraux français ?

Doit-on attribuer aux séquelles du colonialisme le fait que les travailleurs dont les salaires suffisaient juste pour survivre, soient astreints à payer, y compris souvent pour des années où ils n'y habitaient pas, des augmentations rétroactives de loyers de plusieurs années, tandis que les privilégiés paient - quand ils le font - des loyers dérisoires et symboliques pour leurs villas de luxe ?

Le ventre creux et minés par la maladie, des centaines d'hommes observent en silence, dans les rues d'Alger, les voitures rutilantes, les toilettes provocantes, les mines épanouies des affairistes et « dignitaires » de toutes sortes, tandis que les transistors diffusent les discours de Kaïd sur l'austérité ou ses hurlements contre « les grèves ». Des dizaines d'entre ces miséreux, un jour ou l'autre, ont été « ratissés » et conduits sans ménagements au commissariat central pour vérification d'identité. On leur demande : témoignage d'honorabilité, la fiche de paye, dans un pays qui compte officiellement 3 millions de chômeurs ! Le seul document officiel que certains ont pu présenter est une carte rappelant « a voté » (pour l'adoption de la Constitution et l'élection du Président de la République).

Quel État faut-il édifier ?

Que signifie pour ces millions de gens « État Algérien » ? En cette question réside aujourd'hui l'avenir de l'Algérie.

L'édification de l'État, et surtout d'un État « démocratique et populaire », ne saurait se résumer à la constitution d'appareils policiers, militaires et administratifs destinés à imposer « l'autorité, l'unité, l'ordre et la discipline ». C'est l'orientation, les fondements politiques et sociaux sur lesquels repose cet État et ses appareils, qui sont décisifs pour l'efficacité, la stabilité et la prospérité du pays.

Il ne saurait y avoir d'État remplissant véritablement sa mission eu service de notre peuple, sans fidélité à l'option du peuple et sans mobilisation de celui-ci.

Or, l'option (en faveur de la voie non-capitaliste, en faveur du socialisme), qui figure largement dans les proclamations, est chaque jour gravement remise en cause dans les réalités et les actes, par les forces réactionnaires et favorables à la collaboration avec le néocolonialisme. Boumediène doit en savoir quelque chose, dont l'essentiel des préoccupations consiste à « arbitrer » et « louvoyer ».

Quant à la *mobilisation*, prenons seulement deux exemples :

- Le reboisement, tâche d'intérêt national, est devenu simple prétexte à une mise en scène symbolique et administrative qui rassemble quelques centaines de fonctionnaires ou salariés réquisitionnés deux ou trois dimanches de l'année, alors que des millions de bras sont désœuvrés. Cela n'empêche pas les déclarations ronflantes (reprises textuellement d'une année à l'autre) sur les bienfaits de la « décentralisation ».

- Pour l'alphabétisation, enterrée depuis 3 ans, « El Moudjahid », oubliant ses sarcasmes passés, a timidement tenté un appel sans lendemain, lorsque fut connu, il y a deux mois, le pourcentage officiel d'analphabètes (75 %, mais certainement plus élevé vu la méthode et les critères de recensement employés).

Pour combattre les efforts entrepris dans ces domaines avant le « 19 juin », on avait dit qu'ils manquaient de technicité et sacrifiaient au spectaculaire.

N'était-ce pas compréhensible au lendemain de l'indépendance ? Mais six ans après l'indépendance, alors que l'on ne met en œuvre aucune technicité, on a tué l'enthousiasme et cet esprit de dynamisme et d'abnégation des masses qui était devenu la fierté de l'Algérie dans son œuvre collective d'édification.

Pas un patriote, pas un partisan du socialisme ne songe, bien entendu, à se réjouir d'un tel bilan, sous prétexte que c'était un échec prévisible et contre lequel ils avaient mis en garde.

En fait, après avoir longtemps fait de nécessité vertu, et feint de ne pas se soucier de la popularité et de la confiance que les masses lui refusaient, le pouvoir actuel déploie de plus en plus d'efforts dans la presse ou dans certaines manifestations publiques pour éveiller l'intérêt populaire.

En faisant la part inévitable de démagogie dans cette attitude, on peut être satisfait que la pression et la lutte des masses soient parvenues à susciter par exemple dans la presse officielle des critiques (qui sont autant d'aveux) qui, il y a un an seulement, étaient jugées « subversives » lorsque notre Parti les faisait. Cette pression des masses, encore insuffisamment conscientes et organisées, a abouti également à arracher un certain nombre de promesses ou de mesures positives (augmentation du salaire des mineurs, distribution de certaines primes, déclarations sur la réforme agraire, sur la « participation » des travailleurs dans les sociétés nationales, etc.).

Mais comprendra-t-on véritablement, dans certaines sphères de ce pouvoir, qu'il faut organiser et encourager l'intervention des masses en faveur de leurs aspirations et non les combattre ?

Comprendra-t-on que le vrai problème n'est pas : « Faut-il ou non édifier un État ? » car tout le monde est convaincu de la nécessité d'un État solide et stable, mais : « Quels intérêts devra exprimer et servir cet État ? ». Sur quelles bases sociales et politiques devra-t-il asseoir sa solidité ?

Et, pour reprendre l'interview accordée par Boumediène au journal « Le Monde », en avril dernier, il ne s'agit pas seulement d'édifier un « État débarrassé de l'obstruction partisane des individus », mais aussi, selon nous, un État débarrassé aussi de l'obstruction néfaste des clans et des forces sociales qui s'opposent au progrès et aux aspirations des masses laborieuses. C'est à cette condition que l'Algérie pourra espérer des bilans se plaçant réellement sous le signe de « l'efficacité, la stabilité, la construction ». La répétition plus fréquente des crises du pouvoir depuis le 19 juin ou un exemple comme celui du Ghana illustrent la fragilité d'un État qui ne tire pas sa force du soutien populaire.

Pour sortir du sous-développement

Nous sommes pour notre part convaincus - et cette conviction a été en se raffermissant depuis « le 19 juin » - que seul le retour à une légalité constitutionnelle et à la souveraineté populaire s'exerçant par l'élection libre d'une nouvelle Assemblée constituante, donnera une issue favorable à la grave crise qui entrave l'édification du pays en permettant la participation de toutes les forces vives à cette édification.

Néanmoins, en tenant compte de la pression de toutes les couches populaires intéressées, et à condition de rendre l'action de ces dernières plus consciente, plus organisée et plus dynamique, il n'est pas exclu que, dans le cadre du pouvoir actuel, commencent déjà à être arrachées et réalisées certaines conditions qui préparent cette solution.

Une telle éventualité serait facilitée dans la mesure où, dans le contexte national et international actuel, un certain nombre de milieux dirigeants pourraient faire preuve de réalisme et prendre conscience de certains impératifs aigus de la lutte antiimpérialiste et de la lutte pour sortir du sous-développement.

Mais cette possibilité implique, de toute façon, des luttes acharnées pour faire prévaloir « sur le terrain », l'orientation et l'esprit des chartes de Tripoli et d'Alger.

Citons quelques exemples :

A trois mois à peine de la nouvelle échéance assignée à la réforme agraire, c'est le silence et l'impréparation totale du côté des autorités. Les 8 500 gros propriétaires fonciers, de plus de 100 hectares, continuent à morceler leurs terres entre des bénéficiaires fictifs pour les mettre à l'abri et intensifient leur propagande pour que l'on partage aux paysans... les domaines autogérés !

Pendant ce temps que fait le parti officiel ? Kaïd continue à dire qu'il reste très peu - pratiquement plus - de terres à verser à la réforme agraire et que « la terre doit être à ceux qui l'aiment ». Nombreux sont pourtant les militants inscrits au FLN qui estiment que le rôle de ce parti devrait être d'empêcher cette revendication de la réforme agraire de s'enliser une fois de plus cette année. Il faut la porter pour cela après des masses paysannes et travailleuses afin qu'elles en prennent la défense. Au lieu de cela, le parti officiel tourne à vide. Il s'épuise dans un processus sans cesse renouvelé de restructuration et « d'organisation pour l'organisation » (ou plutôt pour de nouveaux « recasements ») qui n'intéresse pas les masses et fait fuir nombre de militants honnêtes.

La situation serait entièrement différente si l'initiative était prise, dans l'immédiat, d'encourager aussi bien le FLN que toutes les organisations progressistes sans exclusive, à organiser partout des assemblées paysannes et d'ouvriers agricoles. Ces assemblées auraient pour but d'expliquer et de discuter à fond **l'application** des principales dispositions contenues dans le projet officiel de réforme agraire de 1966 et d'organiser sur cette base et d'une façon démocratique, les Unions paysannes qui lutteront pour la réalisation de cette réforme avant les premières pluies d'automne !

Mais cela suppose des efforts considérables pour vaincre la résistance des éléments qui veulent saborder la réforme agraire ! La réalisation de cet objectif important exige, comme tant d'autres, une véritable et profonde démocratisation.

Quelle est par exemple, la meilleure manière de faire jouer aux « Sociétés Nationales » un rôle positif dans l'édification économique indépendante du pays, sinon d'institutionnaliser, et surtout de rendre **effectif** le contrôle de leur gestion par les travailleurs, c'est à dire par ceux **qui sont le plus intéressés et qui peuvent le plus contribuer** à ce que de telles sociétés fonctionnent sans gaspillage, sans dépenses de prestige, qu'elles élèvent leur production, dans l'intérêt du pays et des larges masses ? Un tel contrôle, même si la voie lui en est offerte théoriquement par des « statuts octroyés », se heurte dans la pratique à la résistance de nombreux milieux conservateurs et réactionnaires. Il ne peut être obtenu là aussi que par des luttes pouvant imposer pied à pied, le respect et l'extension des droits légitimes des travailleurs. Et cela nécessite une démocratisation profonde.

Pourquoi la démocratie ?

Certes, depuis quelque temps, on parle ici et là, dans le pouvoir, de démocratisation, « d'harmoniser la démocratie et la révolution » comme si ces deux objectifs, loin de se contredire, n'étaient pas au contraire intimement liés.

De quel type de démocratie notre peuple a besoin aujourd'hui ? Disons tout de suite qu'il ne s'agit pas de démocratie socialiste. Il est curieux de constater que ce sont souvent les éléments parmi les plus antidémocrates ou les plus antisocialistes qui prétendent aujourd'hui avoir réalisé en Algérie, « la démocratie socialiste », alors que l'instauration, l'élargissement et la consolidation de ce type de démocratie font encore l'objet des préoccupations et des efforts incessants des pays socialistes les plus avancés.

Les travailleurs de notre pays, quant à eux, qui sont les plus intéressés à ce que soit un jour instaurée chez nous une véritable démocratie socialiste, n'en sont pas au point de la revendiquer à l'étape actuelle. Cela signifierait en effet que la révolution socialiste a été accomplie, que tous les moyens de production ont été arrachés aux exploiters et sont passés entre les mains des travailleurs, que ces derniers et leurs alliés sont maîtres du pouvoir d'État, que les ennemis obstinés de la réforme agraire et du pouvoir des travailleurs ont été réduits au silence... Bref, une image très différente, sinon renversée, de la situation actuelle.

Ce que veulent les travailleurs et les couches populaires de notre pays, ce n'est pas non plus les mensonges et l'orientation antipopulaire de la démocratie bourgeoise. Les antidémocrates prétendent pour leur part qu'ils ne veulent à aucun prix introduire la démocratie bourgeoise en Algérie. En réalité, ils ont introduit et pratiquent chaque jour ce qu'il y a de plus mauvais, de plus rétrograde dans ce type de démocratie, c'est à dire la liberté la plus grande pour les couches supérieures, bourgeoises et autres de la société, et par contre, la restriction de toutes les libertés et la répression pour toutes les autres couches sociales, les travailleurs et les couches les plus déshéritées, à qui est seulement laissé, comme dans les plus pures démocraties bourgeoises, la liberté de chômer, d'avoir faim et de subir sans protester.

Par contre, les aspects les plus positifs de la démocratie bourgeoise, c'est à dire ceux qui, dans les pays où existe le capitalisme, sont arrachés par la lutte des travailleurs et des forces progressistes et qui sont utilisés pour développer leurs luttes et leurs conquêtes révolutionnaires (comme l'avait fait le mouvement national algérien lui-même pour se forger en arrachant de maigres libertés aux colonialistes français) de tels droits et libertés élémentaires d'opinion, d'expression, d'organisation... qui font partie de tous les types de démocratie - sont soigneusement étouffés et interdits pour les seuls travailleurs et les forces progressistes. Voilà le seul aspect de la démocratie bourgeoise contre lequel se dressent en réalité les antidémocrates algériens.

Le besoin de démocratie que ressent notre peuple n'est pas un besoin formel ou un luxe. Le type de démocratie que notre peuple réclame et pour lequel il lutte, c'est la démocratie qui lui est nécessaire pour réaliser ses objectifs révolutionnaires, c'est celle qui doit répondre pleinement et effectivement au mot d'ordre « PAR le peuple et POUR le peuple ! ».

Cette démocratie effective signifie **pour les masses populaires, pour les forces progressistes, pour les forces antiimpérialistes**, avoir le libre et large usage des droits et libertés démocratiques qui leur permettront de mieux lutter contre les forces conservatrices et réactionnaires qui s'opposent au progrès de l'Algérie, de mieux réaliser **les tâches de l'étape actuelle de notre révolution nationale et démocratique**.

Grâce à cette démocratie, nous poursuivrons notre marche en avant, en mettant pleinement à profit les traditions progressistes et démocratiques de notre peuple, sa maturité et sa riche expérience acquise à travers des dizaines d'années de luttes politiques et sociales.

Faute d'une telle démocratie, les plus rétrogrades bloqueront inévitablement le développement de la révolution en mettant les masses hors-circuit.

C'est malheureusement ce qui risque de se produire si toutes les forces progressistes ne parviennent pas ensemble à remporter des victoires décisives en ce domaine.

Ce n'est pas une situation saine pour notre pays quand les paysans pauvres, au lieu de se sentir libres et maîtres d'eux-mêmes sur les terres qu'ils ont libérées et arrosées de leur sang, tremblent de peur ou de haine devant le gendarme ou le garde-champêtre.

La classe ouvrière ne peut être considérée comme mineure, dangereuse et irresponsable, être en but aux intimidations ; elle ne peut voir ses journaux interdits et ses organisations caporalisées, alors qu'elle constitue la force d'avenir, la force montante dans un pays qui met son salut dans l'industrialisation et qui, par surcroît, se réclame de l'idéal socialiste.

Les étudiants, futurs cadres techniques et culturels du pays ne peuvent se résigner à être traités en « étrangers », mis à l'index dans leur propre pays, pas plus que les cadres valables de l'économie et de l'administration, en butte aux brimades, aux mesquineries et à l'arbitraire de bureaucrates parachutés et parasites.

L'armée, dont la mission est de défendre le pays et sa révolution, ne peut rester paralysée par les luttes de factions, les suspicions mutuelles, une atmosphère lourde propice

à toutes les aventures et à l'infiltration des agents de l'impérialisme, tant que n'intervient pas une amnistie en faveur de tous les anti-impérialistes de l'ANP recherchés ou emprisonnés depuis les événements de décembre dernier.

Les forces vives et révolutionnaires de notre pays n'ont pas à craindre la démocratie, climat dans lequel il est facile, grâce à l'intervention et à l'appui des travailleurs et des masses de neutraliser toute activité nuisible aux intérêts du pays et de la révolution.

En un moment où l'on célèbre les mérites et les victoires de la révolution vietnamienne, il serait hautement instructif de constater à quel point la démocratie populaire et révolutionnaire a été un instrument décisif de ces succès, dans la lutte pour la liberté, comme dans celle pour l'édification, tandis que d'autres révolutions reculent, stagnent ou connaissent des progrès fragiles faute de démocratie.

Les droits et libertés démocratiques sont l'oxygène dont notre révolution a besoin pour survivre et progresser. Si le bilan actuel des 3 années de pouvoir « du 19 juin » suscitait, de la part de tous les progressistes et antiimpérialistes algériens, une prise de conscience suffisante et une lutte résolue pour instaurer ces droits et libertés, ce serait le point le plus positif d'un tel bilan.

Pour restituer à la révolution algérienne son arme la plus efficace et la plus précieuse, le PAGS place la démocratie au centre de toute la lutte, une démocratie s'appuyant sur les aspirations et l'action des masses.



4. – SELON LE P.A.G.S, QUELLE EST LA MEILLEURE SOLUTION POUR FAIRE PROGRESSER LA REVOLUTION ALGERIENNE A PARTIR DE LA SITUATION ACTUELLE ? QUELS OBJECTIFS ET QUELLES FORMES DE LUTTE PROPOSE-T-IL ?

La plate-forme publiée par le PAGS en Janvier 1966 définit dans ses grandes lignes la solution que nous proposons ainsi que les voies et moyens d'action pour y parvenir.

Cette plate-forme fixe comme objectif **UNE ISSUE DÉMOCRATIQUE, PACIFIQUE ET CONSTRUCTIVE À LA CRISE POLITIQUE ACTUELLE**. Elle souligne qu'une telle issue - qui doit dépasser les situations d'avant et d'après le 19 juin 1965 - ne peut découler d'un événement miraculeux. Elle sera forcément le résultat de longues luttes des masses populaires et des forces progressistes pour l'imposer.

La ligne politique ainsi définie est toujours valable. Elle est conforme à l'intérêt national, à la soif de paix, de travail et de progrès social de notre peuple après tant d'épreuves endurées. Et surtout, elle a été mise à l'épreuve des faits depuis 3 ans.

Si les événements ont ainsi confirmé la justesse de cette ligne politique, c'est parce que le PAGES n'a pas choisi, à priori, telle ou telle voie. Un parti révolutionnaire conséquent ne rejette, par avance, aucune forme de lutte y compris la violence (armée ou non armée) quand elle s'avère nécessaire, d'autant que seule la réaction en porte alors la responsabilité.

Mais un parti marxiste-léniniste ne peut non plus, à priori, privilégier une forme de lutte par rapport à d'autres. En choisissant la voie démocratique et pacifique, notre Parti ne l'a pas fait d'une façon arbitraire mais à partir d'une analyse concrète de la réalité algérienne dans les conditions actuelles.

Pourquoi faut-il imposer une solution pacifique et pourquoi cette voie est-elle possible ?

Précisons d'abord, que nous appelons voie pacifique, la voie qui vise à éviter le recours à l'affrontement armé, aux effusions de sang, à la guerre civile pour résoudre les conflits politiques et sociaux qui surgissent dans le cadre de l'Algérie d'aujourd'hui.

La voie pacifique ne veut pas dire que la paix politique et sociale règne aujourd'hui en Algérie, qu'il n'existe pas de conflit majeur dans ces domaines. Elle ne signifie pas davantage inaction ou passivité des masses. Au contraire, elle implique des luttes politiques et sociales actives sous les formes les plus diverses avec la participation massive à ces luttes de toutes les couches progressistes de la population, en faveur de leurs objectifs démocratiques et sociaux.

Nous pourrions être d'accord avec Boumediène qui estime aujourd'hui, contrairement à ce qu'il disait en 1965, que les secousses après l'indépendance étaient inévitables et que le FLN ne pouvait pas rester tel qu'il était. Les classes sociales, unies pendant la guerre de libération, ne pouvaient que s'affronter, compte tenu de leurs intérêts divergents après le succès de la lutte libératrice, même si, comme c'est le cas, les classes ne sont pas suffisamment cristallisées, et n'ont pas encore pris des contours assez nets, car notre société est en pleine évolution, aussi bien dans les campagnes que dans les villes.

Contrairement à ceux qui, comme Kaïd, prétendent que ces luttes ne devraient pas exister, qu'elles sont le fait des diviseurs du peuple, nous disons que ces luttes sont inévitables. Elles existent, qu'on le veuille ou non, à partir du moment où existe l'injustice sociale et l'exploitation capitaliste. Elles ne peuvent nuire à l'intérêt national, ni diviser le peuple dans sa grande masse, lorsque ce dernier prend conscience (et si ses organisations l'aident à prendre conscience) des nécessités et des lois de cette lutte de classes. Elles ne peuvent, au contraire, qu'unir davantage la majorité du peuple contre la minorité de ses exploités et des parasites privilégiés. Ces luttes de classes, menées dans la plus grande clarté possible

sont fructueuses : elles sont le moteur du progrès social. De même que la guerre de libération a mené notre peuple à l'indépendance, ce sont les luttes de classes sur le plan intérieur, combinées à la lutte antiimpérialiste sur le plan extérieur, qui mèneront l'Algérie indépendante vers la révolution socialiste, à travers la voie de développement non-capitaliste en faveur de laquelle se prononce notre peuple. Et comme toutes les luttes de classes, ces luttes ont revêtu et revêtiront en Algérie un caractère acharné car jamais les exploités et les privilégiés ne se laissent arracher de bon gré leurs privilèges et leurs instruments d'exploitation.

La lutte des classes est un affrontement politique et social qui prend parfois des formes violentes, imposées aux masses par les classes exploiteuses, mais qui ne va pas forcément jusqu'à la lutte armée, à la guerre civile. Prenons dans notre pays quelques exemples de cette lutte de classe acharnée et pourtant pacifique depuis l'indépendance.

Au lendemain du cessez le feu, l'occupation par les ouvriers agricoles et les ouvriers des villes des domaines et des entreprises industrielles qu'avaient abandonnés les colonialistes, a été une forme de la lutte des classes par laquelle les travailleurs ont imposé à l'Exécutif provisoire et aux partisans de la « libre » entreprise bourgeoise, la mise en autogestion des terres et des usines, ainsi que la publication des Décrets de Mars.

La grève des dockers d'Alger en mars 1968, par laquelle ils ont imposé le non-paiement préalable des frais d'hospitalisation des accidentés du travail, ainsi que la satisfaction d'un certain nombre d'autres revendications, est une autre forme de la lutte des classes.

Les élections communales de février 1967 ont été une bataille politique pacifique qui a pris la forme d'affrontements parfois même violents dans lesquels se sont opposés les intérêts des classes luttant pour le contrôle des APC.

Le volontariat (avant le 19 juin 1965) par lequel les travailleurs des villes s'efforçaient de faire leur jonction avec la paysannerie pauvre, fut aussi une forme pacifique de la lutte des classes, qui se heurta d'ailleurs au sabotage parfois criminel des réactionnaires (assassinat d'infirmières dans le Constantinois par les contre-révolutionnaires).

Les efforts de corruption de cadres syndicaux par la bourgeoisie bureaucratique et le patronat, les tentatives de caporalisation de l'UGTA et la résistance opposée par les syndicats à toutes ces tentatives sont l'une des multiples formes de la lutte des classes qui se déroule dans le pays.

Quand on parle de secousses inévitables après l'indépendance, il ne faut nullement confondre les luttes de classes avec les luttes de clans. Ces dernières, qui s'expriment souvent par des intrigues, des complots, reflètent beaucoup plus les rivalités entre des groupes dirigeants qui font partie en général de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie moyenne : ces luttes se déroulent le plus souvent sur le dos du peuple à qui ces groupes essaient de faire endosser leurs propres rivalités. Elles estompent ainsi les intérêts de classe et l'opposition entre les intérêts populaires et les intérêts réactionnaires.

Par la confusion qu'elles entraînent, ces luttes de clans sont nuisibles aussi bien à l'édification du pays qu'aux progrès de la révolution et aux luttes engagées par les classes pauvres et exploitées pour l'amélioration de leur sort dans l'immédiat. Elles dégènerent facilement en

conflits armés. Pour ne citer qu'un exemple, tout le monde sait comment les forces réactionnaires (aussi bien celles qui étaient associées au pouvoir que celles de l'opposition) ont tiré profit des tragiques luttes fratricides en Kabylie qui n'ont apporté aucun bénéfice aux ouvriers et paysans algériens Kabyles ou Arabes.

Ce terrain des affrontements armés, inspiré le plus souvent par des clans rivaux est, dans les conditions actuelles de l'Algérie, le plus défavorable à la lutte des forces progressistes. Il favorise en effet les efforts des réactionnaires pour enlever aux masses populaires toute possibilité d'influer sur l'orientation et le contrôle des affaires du pays, en spéculant sur la répugnance qu'éprouve vis-à-vis des effusions de sang notre peuple lassé par tant d'années de guerre, de douleurs et de souffrances. Ce terrain entrave le développement des luttes de classes légitimes des travailleurs en favorisant les diversions et en donnant des prétextes et des justifications à la répression des réactionnaires.

C'est exactement ce qui s'est passé avec l'équipe au pouvoir depuis le 19 juin 1965. Les forces réactionnaires se sont hissées au pouvoir en exploitant les rivalités de clans existant avant cette date et en utilisant d'autres forces non réactionnaires. Elles ont continué ensuite à consolider leurs positions sous prétexte de défendre ce pouvoir contre des complots et d'instaurer la « sécurité » et la paix.

Par contre, les luttes pacifiques avec la pression multiforme de toute les forces vives, de toutes les couches saines et progressistes du pays, constituent le terrain de lutte le plus favorable aux forces progressistes : ces luttes permettent de mettre à jour les véritables intérêts de classe qui sont en jeu derrière le voile des luttes de clans, de démasquer les diversions de la réaction, d'isoler cette dernière en lui ôtant toute possibilité de justifications par lesquelles elle essaierait de camoufler ses visées politiques et sociales. En empêchant la réaction d'entretenir, y compris par des provocations, un cycle de violence, on clarifie les objectifs et les luttes de classes, tout en protégeant davantage le pays contre la pénétration des impérialistes et des néo-colonialistes, qui tirent profit de l'instabilité engendrée par la confusion des luttes armées.

Les luttes pacifiques, menées dans la clarté, peuvent s'appuyer, dans le contexte de l'Algérie indépendante, sur un rapport de forces politiques et sociales nettement en faveur des forces progressistes, du fait même de la composition sociale de notre peuple, de ses aspirations et de ses traditions combattives. Elles créent les meilleures conditions pour mettre en mouvement d'une façon organisée les forces qui, sur la base de l'option officielle du pays, pourraient permettre d'isoler et battre la réaction, en paralysant l'appareil répressif que les forces réactionnaires tentent d'utiliser.

Si on se penche attentivement sur l'expérience des années écoulées depuis l'indépendance, on constate que chaque fois qu'un courant, une organisation, des personnalités ou des forces progressistes ont pris une initiative allant à l'encontre du développement des luttes pacifiques, cela s'est toujours traduit par une modification du rapport des forces en faveur de la réaction.

Par contre, toutes les fois que les forces progressistes, où qu'elles se trouvent, consciemment ou spontanément, ont mené leurs activités en imposant un terrain de lutte pacifique, cela s'est traduit par une clarification plus grande, un encouragement et une

consolidation de l'influence, de l'union et de l'organisation des forces progressistes, un recul des forces réactionnaires.

Cela veut-il dire que la réaction - surtout si elle se sent aux abois - ne cherchera pas, pour maintenir ou étendre sa domination, à contraindre les masses et les forces progressistes à un affrontement armé ? Bien entendu c'est une tendance naturelle à la réaction. Mais si les luttes politiques et sociales pacifiques prennent une extension suffisante, elles éviteront au pays un tel malheur. La réaction peut se trouver en effet tellement isolée, y compris dans les forces armées au sein desquelles elle s'efforce de trouver appui, qu'engager un tel affrontement constituerait pour elle un véritable suicide, auquel elle préférera renoncer, en cherchant d'autres moyens de se maintenir, car elle en a bien d'autres.

À ceux qui doutent que les masses peuvent pacifiquement intervenir d'une façon décisive dans l'orientation politique du pays, surtout si elles créent les conditions politiques pour bénéficier de l'alliance ou de la neutralité des forces armées progressistes ou révolutionnaires, nous citerons quelques exemples :

Le renversement du pouvoir réactionnaire et pro-impérialiste de Abboud au Soudan en 1963, le maintien et la consolidation du pouvoir progressiste dirigé par Nasser, contre le complot des officiers réactionnaires le 9 juin 1967, l'épuration imposée par la masse des travailleurs et des jeunes au sein des appareils de l'État et du Parti officiel du Mali, gangrenés par les privilèges et la réaction, etc.

Il faut préciser enfin qu'utiliser les voies et moyens pacifiques ne veut pas dire s'enfermer dans le « légalisme » ou reconnaître une prétendue légalité aux mesures antidémocratiques. Cela signifie au contraire lutter au grand jour pour élargir les libertés démocratiques et imposer une légalité conforme aux options et aspirations populaires.

*

* *

C'est pour toutes ces raisons que nous devons aider par l'explication et à la lumière de leur expérience, un grand nombre d'Algériens, révolutionnaires sincères, à surmonter les conceptions erronées ayant pour racine l'impatience et une analyse insuffisante de la situation. (Il faut exclure de ces Algériens, bien entendu, tous ceux pour qui ces conceptions sont un simple cheval de bataille partisan pour diviser ou ceux qui s'en servent pour briller ou justifier leur attentisme).

Ces conceptions les amènent à se référer d'une façon simpliste ou romantique à l'expérience de notre guerre de libération nationale, ou encore à celle de certains pays latino-américains où l'association de la lutte armée à la lutte politique contre les gouvernements à la solde des Yankees est devenue une nécessité actuelle du développement social et de la lutte antiimpérialiste, ou une perspective à court terme. Or, la situation de l'Algérie aujourd'hui est radicalement différente de celle qui était la sienne pendant la guerre de libération ou de celle de ces pays d'Amérique latine, en particulier en ce qui concerne le degré de pénétration de l'impérialisme.

Il n'est pas possible de remplacer l'analyse de la situation par une phraséologie révolutionnaire et la violence verbale. Ce n'est pas être révolutionnaire que de s'enivrer de formules qui tendent à faire de la lutte armée la formule magique pour résoudre tous les problèmes. Procéder ainsi c'est oublier que dans les cas où elle est nécessaire et utile, la lutte armée est toujours l'instrument d'un objectif politique précis. Elle n'est pas une solution de facilité ou de désespoir, un moyen romantique d'assouvir un besoin d'action. Toutes les autres formes de lutte politique et sociale demandent non seulement du courage physique mais bien d'autres qualités encore, de dévouement, d'initiatives, de sang froid, de clairvoyance, de fermeté révolutionnaire. Les manifestants désarmés de décembre 1960 n'avaient pas moins de courage que les djounoud de l'ALN ou les détenus qui affrontaient quotidiennement leurs bourreaux. Pour un révolutionnaire, c'est rabaisser la lutte armée que d'en faire un simple réflexe passionnel ou un instrument de vengeance. Nous devons en particulier faire reculer l'état d'esprit - surtout s'il est sincère - de ceux des progressistes qui croient devoir passer de la collaboration étroite avec le pouvoir en place, à la révolte armée aussitôt qu'ils sont évincés de ce pouvoir ou en danger de l'être.

Mais, pourront interroger certains, que doivent faire les militaires progressistes lorsque leur situation dans l'ANP ou les forces de sécurité par exemple devient difficile, du fait de l'arbitraire antidémocratique de certains de leurs supérieurs ?

Le PAGES estime que leur devoir est, d'une façon générale, le même que celui de tous les autres citoyens qui luttent et militent partout où ils se trouvent. Ils ne doivent pas désertier l'ANP au risque de laisser le champ libre aux tendances réactionnaires. Ils doivent être les meilleurs dans leur travail pour la défense du pays et la sécurité de tous les citoyens et sans nuire en rien à ce travail, ils doivent - sous les formes les plus appropriées - mener comme tout citoyen une lutte politique de longue haleine pour défendre les options populaires et une orientation démocratique, meilleur moyen de préserver, renforcer ou recréer la cohésion interne de l'armée nationale et d'améliorer ses liens avec le peuple. Ils doivent faire tout leur possible pour que cette armée et les forces de sécurité ne soient pas utilisées comme instrument de répression contre la population et contre les progressistes au bénéfice de la réaction. Ils doivent veiller au contraire pour qu'elles jouent un rôle actif dans la défense et l'extension des acquis de la révolution. Cela est inséparable de la campagne que doivent mener tous les Algériens soucieux de l'intérêt national, pour une amnistie en faveur de tous les militaires progressistes emprisonnés ou recherchés après les événements de Décembre.

Quant à ceux qui ont été contraints, après ces événements, de se réfugier avec leurs armes dans les campagnes, nous estimons que dans la situation actuelle, ils doivent, pour jouer un rôle progressiste et assurer leur sécurité à la fois, orienter leurs initiatives et leurs actes de façon à éviter toute action inconsidérée pouvant faire le jeu de l'impérialisme et de la réaction et leur aliéner la sympathie de la paysannerie pauvre et des forces progressistes du pays. Ils doivent au contraire, mettre à profit leur situation pour un travail d'explication et de mobilisation des masses contre les gros propriétaires terriens réactionnaires, pour les libertés démocratiques, la réforme agraire, la satisfaction des revendications immédiates des paysans pauvres et des paysans sans terre, pour l'union des paysans pauvres et des ouvriers agricoles des domaines autogérés.

Ce serait ainsi leur meilleure contribution, dans le moment présent, à la lutte générale de toutes les forces progressistes et révolutionnaires dans la voie d'une solution durable et constructive à la crise.

Pourquoi une solution constructive ?

La nécessité d'une solution constructive découle d'un certain nombre d'intérêts communs qui existent à l'étape actuelle - malgré leurs intérêts divergents - entre les travailleurs, les couches populaires d'une part, certaines fractions encore progressistes et antiimpérialistes (ou simplement flottantes) de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie d'autre part.

Nous sommes aujourd'hui, surtout après le recul imposé par le putsch du 19 juin et ses conséquences, non pas à l'étape de la révolution socialiste, mais à l'étape qui doit préparer les conditions objectives et subjectives de cette révolution socialiste authentique dont les traits principaux sont définis dans la Charte d'Alger. Il s'agit donc, à l'étape actuelle, de développer et d'approfondir la révolution nationale démocratique, dans la voie non capitaliste. Dans cette voie, comme le rappelait le programme de Tripoli, « aucune classe privilégiée ne doit pouvoir confisquer à son profit exclusif les conquêtes de la lutte populaire ».

Dans cette étape l'ennemi principal, sur le plan interne, est la classe des gros propriétaires fonciers, qui a opéré de plus en plus sa jonction avec l'aide droite réactionnaire de la bourgeoisie bureaucratique qui, elle, s'est constituée d'une façon accélérée depuis l'indépendance.

Cette couche sociale réactionnaire des gros propriétaires fonciers en s'opposant à la réforme agraire, en s'alliant aux capitalistes privés, en se cherchant des appuis auprès de l'aile droite de la bourgeoisie bureaucratique pour subordonner l'appareil d'État et le secteur économique public à ses propres intérêts, bloque tout progrès ultérieur de la révolution et la met en danger.

Les travailleurs et les couches populaires mènent également une lutte de classe intense contre d'autres couches de la bourgeoisie bureaucratique qui ne sont pas toutes forcément liées à la réaction. C'est le cas des luttes menées notamment par les ouvriers et employés dans les secteurs autogérés et les sociétés nationales. Ces luttes menées contre l'autoritarisme de la bourgeoisie bureaucratique, pour la défense des droits et libertés syndicales, pour la démocratie, pour la satisfaction des revendications matérielles essentielles des couches populaires, sont nécessaires au progrès de la révolution. Sans elles, il ne saurait y avoir de mobilisation populaire véritable contre l'impérialisme et contre les réactionnaires ennemis de la réforme agraire. On ne répétera jamais assez que les positions antiouvrières, antidémocratiques et autoritaires de la bourgeoisie bureaucratique constituent un frein, y compris pour la réalisation d'objectifs nationaux dont elle se réclame elle-même et qui sont moins avancés que ceux de la révolution socialiste.

Néanmoins, toutes ces luttes n'empêchent pas qu'il existe dans de nombreux domaines, certaines tâches d'intérêt national, indispensables elles aussi au progrès immédiat de la

révolution et pour lesquelles il est possible et nécessaire pour les travailleurs d'unir leurs efforts avec les couches les plus progressistes (ou les moins conservatrices) de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie bureaucratique. Il appartient aux progressistes et aux révolutionnaires d'apprécier en chaque circonstance, quels sont ces tâches et ces objectifs, et jusqu'où peut aller cette action unie dans l'intérêt de la révolution et de l'édification du pays.

Ainsi, les travailleurs et les progressistes mènent une lutte acharnée pour donner la parole au peuple. Ils se heurtent dans cette lutte aussi bien à la fraction de la réaction qui participe au pouvoir actuel (et qui est la plus acharnée contre les libertés démocratiques), qu'à d'autres fractions autoritaires (mais non réactionnaires) de la bourgeoisie bureaucratique.

Mais cette lutte qu'ils mènent avec ténacité n'empêche pas les travailleurs et les progressistes de prendre position et d'agir d'une façon constructive pour la solution des problèmes immédiats posés au pays et qui les concernent directement.

Prenons l'exemple de l'UNEA pour les libertés démocratiques. Cette lutte a eu des répercussions considérables et positives en posant dans tout le pays le problème de la démocratie liée aux exigences e l'intérêt national et du progrès social.

En même temps, les militants de l'UNEA, avec le soutien total des étudiants militants du PAGES, ont fermement contribué à une orientation constructive de ce mouvement. Ils ne l'ont pas laissé dégénérer en aventure, malgré les provocations et les invectives des milieux réactionnaires qui poussaient à une telle extrémité. Ils ont ainsi non seulement obtenu un premier succès quant à leurs revendications démocratiques, mais ont posé d'une façon fructueuse le problème, vital pour le pays, d'une réforme démocratique de l'Enseignement Supérieur, à la solution duquel pourront et devront participer les représentants des enseignants, des étudiants et des autorités.

Cet exemple, et bien d'autres encore, montrent qu'à l'étape actuelle et malgré la confusion entretenue par les luttes de clans et les forces réactionnaires, il est possible d'opérer, **sur un certain nombre d'objectifs et d'intérêts communs**, la jonction entre d'une part la lutte et la pression des masses, et d'autre part la position réaliste de TOUS CEUX, où qu'ils se trouvent, qui sont attachés, à des degrés divers, à l'intérêt national, à la lutte antiimpérialiste et qui sont sensibles à certaines exigences du développement du pays.

Quand le PAGES défend la nécessité d'une solution pacifique et constructive, il ne s'agit donc pas d'une « tactique » de circonstance, mais d'une ligne qui répond aux besoins objectifs de notre révolution à l'étape actuelle. Il existe un certain nombre d'objectifs sur lesquels peut s'opérer la conjonction souhaitable des forces progressistes à l'étape actuelle. Nous avons énuméré ces objectifs dans la déclaration de janvier 1966.

Parmi ces objectifs que l'actualité met au premier plan, citons notamment :

- la lute contre les menaces et la pénétration impérialiste et néo-colonialiste ;
- la lutte pour un climat de détente dans la vie politique du pays, grâce au respect et à l'élargissement des droits et libertés démocratiques et syndicales ;

- la lutte pour la réalisation de la réforme agraire et les revendications immédiates de la paysannerie pauvre ;
- la lutte pour l'élévation du niveau de vie des travailleurs des villes et des campagnes, des couches déshéritées et des chômeurs, la lutte pour la justice sociale et une répartition équitable du revenu national, la lutte pour le contrôle effectif de la gestion des entreprises et des domaines par les travailleurs ;
- la prise en considération des aspirations et revendications légitimes des couches moyennes dont l'activité dans la production ou le fonctionnement des rouages administratifs et sociaux est utile au pays ;
- la lutte pour le développement de l'enseignement et de la culture dans une voie nationale, scientifique et progressiste.

Un front uni, démocratique et populaire, meilleur instrument pour la réalisation des objectifs de cette étape

En janvier 1966, le PAGS (ORP) a également suggéré la constitution d'un Front, pour impulser et organiser la réalisation du programme ainsi défini.

Nous avons alors indiqué que ce Front, selon nous, doit comprendre toutes les forces progressistes sans exclusive, organisées ou non, aussi bien parmi les participants que parmi les opposants au pouvoir de fait instauré le 19 juin.

Pourquoi le PAGS n'a-t-il pas préconisé un « Front de l'opposition » ?

Pour deux raisons liées entre elles.

D'abord nous voulons mettre l'accent sur le caractère progressiste et antiimpérialiste d'un tel Front ; or, il existe - même si c'est dans des proportions différentes - des progressistes et des réactionnaires aussi bien parmi les adversaires du pouvoir actuel que parmi ses partisans.

Ensuite nous ne voulons pas figer et cristalliser des clivages artificiels qui reposent sur des passions partisans, les solidarités et les antagonismes de clans ou de personnes qui ont malheureusement trop marqué la lutte pour le pouvoir depuis l'indépendance.

Ce front contre la réaction et l'impérialisme n'est pas une vue de l'esprit ou un objectif utopique. En fait, à plusieurs reprises depuis le 19 juin, de nombreuses actions unies ont donné lieu à des formes embryonnaires de ce Front, avec une composition limitée, d'une façon temporaire et sur des objectifs partiels. Les exemples sont très nombreux, déjà, d'actions et de campagnes, petites ou grandes, entreprises d'une façon concertée ou non par le PAGS et d'autres organisations, organismes ou tendances progressistes et leurs militants : UGTA, UNEA, organisations de l'opposition dans l'émigration, organisations ou militants du FLN, ANP, etc., sans compter les progressistes non organisés.

Il est certain, cependant, que ce vaste Front, démocratique et populaire par sa composition et ses objectifs, ne sera pas l'œuvre d'un jour. Il sera le résultat de centaines et de milliers d'actions communes, entreprises à la base et à tous les niveaux, avant qu'il devienne un Front structuré et institutionnalisé.

Quel rôle jouera le FLN en tant qu'organisme officiel dans un tel rassemblement ? La confusion qui règne aujourd'hui dans l'orientation, le rôle et les objectifs que le FLN s'assigne à lui-même, ne permet pas de répondre avec précision à cette question. La forme que pourrait prendre le rassemblement des forces progressistes et ses rapports avec le FLN dépendront des événements et de leur répercussion sur le FLN lui-même. Il est certain qu'une évolution du FLN dans le sens progressiste et démocratique comme le souhaite le PAGS, ne pourrait que favoriser la constitution d'un Front uni, encore plus large et plus fort contre la réaction et l'impérialisme.

Le PAGS continuera en tout cas ses efforts unitaires sans se laisser impressionner par les accusations de « subversion » lancées par les milieux réactionnaires, de qui provient la seule subversion, la seule dangereuse pour le pays et la révolution.

Nombre de positions et solutions défendues par le PAGS depuis 3 ans sont souvent reprises aujourd'hui y compris par la presse et les organisations officielles, ce qui reflète la clarification et les progrès accomplis dans la lutte contre l'impérialisme et la réaction.

Mobiliser les masses pour leurs objectifs démocratiques et sociaux en combattant fermement l'opportunisme et l'impatience gauchiste

Ces progrès, notre Parti et de nombreux patriotes et démocrates les ont payés de sacrifices sans nombre. Le PAGS poursuivra néanmoins ses efforts sans se laisser davantage impressionner par ses détracteurs selon lesquels la voie démocratique et pacifique serait une voie de passivité et de compromission envers la réaction installée au pouvoir.

C'est au contraire une voie difficile, qui voit se dresser constamment contre elles les forces les plus hostiles à la démocratie et au progrès social. Pour venir à bout des menées réactionnaires, et mobiliser réellement les masses populaires, il ne suffit pas de condamner violemment un pouvoir impopulaire. De ce point de vue, une action de masse réelle et en profondeur, aussi minime soit-elle, est plus fructueuse que mille invectives ou une action hasardeuse coupée des masses, dont le résultat le plus clair n'est que l'affaiblissement des forces progressistes et l'encouragement, dans les masses, d'une attitude d'attente et de croyance en une solution - miracle, au sommet.

Comme l'ont montré ces dernières années, la voie préconisée et appliquée par le PAGS est une voie difficile mais offensive qui demande une grande confiance dans les masses et une grande capacité à les mobiliser. Elle exige beaucoup de fermeté et d'initiative pour éveiller, unir et mettre en mouvement les masses et les courants progressistes, assigner à

leur action commune des objectifs justes, concrets et mobilisateurs. Elle exige aussi une grande vigilance, un souci permanent d'isoler la réaction et de mettre en échec ses provocations.

Cette ligne politique, pour être efficace et correctement appliquée, nécessite une élévation constante du niveau politique et idéologique des militants et des masses. Elle nécessite une lutte permanente contre deux appréciations erronées de la situation qui aboutissent à des positions opportunistes ou à des réactions gauchistes. Il n'existe aucune recette valable dans tous les cas et permettant à coup sûr d'éviter ces deux écueils. Seule la conscience politique et idéologique, alliée d'une façon créatrice à l'analyse concrète des situations et à l'expérience permet de se maintenir sur une ligne juste pour l'essentiel.

L'expérience de ces 3 années montre que pour un militant révolutionnaire, l'opportunisme consiste en général à partir de certaines mesures progressistes que prend le pouvoir, à considérer qu'il s'agit d'un pouvoir révolutionnaire conséquent, et qui devrait être donc soutenu en bloc. Il consiste à ne pas voir les agissements négatifs d'un tel pouvoir, et par conséquent à cautionner de tels actes et à ne pas lutter résolument contre eux.

Il consiste - et c'est là une forme « d'économisme » - à croire à la « toute-puissance » des mesures purement économiques, à croire par exemple que toute industrialisation et accumulation de capitaux publics secrétera elle-même et spontanément une économie nationale indépendante, et une société socialiste, sans voir que sans une lutte politique résolue et vigilante pour la démocratie, pour une véritable réforme agraire, pour une voie non-capitaliste de développement, pour une politique d'amitié et de coopération mutuellement avantageuse avec les pays socialistes, le renforcement du secteur public n'empêchera pas une dictature bourgeoise bureaucratique et réactionnaire et une économie asservie au néo-colonialisme occidental.

L'opportunisme consiste à ne pas faire confiance aux masses, à masquer la nécessité de lutter pour une véritable démocratie, dans la perspective de l'établissement d'une authentique souveraineté populaire avec la libre élection d'une Assemblée Constituante. L'opportunisme consiste à vouloir s'appuyer uniquement sur les luttes de clans qui se disputent le pouvoir ou sur le bon vouloir du pouvoir dans son ensemble.

Il consiste, enfin, à sacrifier à des considérations de circonstance l'édification d'un Parti de l'Avant-Garde Socialiste, à ne pas faire le maximum pour forger un parti des travailleurs politiquement et organiquement indépendant, à faire preuve de libéralisme et « d'éclectisme » dans les luttes idéologiques qui se mènent dans notre pays : luttes par lesquelles l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise tente, sous diverses formes, de nier le rôle propre de la classe ouvrière, d'étouffer ou de dénaturer l'idéologie prolétarienne et ses fondements scientifiques.

Par contre, l'attitude d'impatience gauchiste, sectaire et dans certains cas aventuriste, consiste à ne voir dans les actes et l'orientation du pouvoir actuel que les aspects négatifs, à ne pas voir la nécessité pour l'Algérie et sa révolution de faire front commun contre l'impérialisme avec tous les antiimpérialistes où qu'ils soient, même si certains d'entre-eux sont inconséquents et peu résolus.

Le gauchisme consiste encore à n'accorder aucune importance aux différenciations qui existent dans le pouvoir actuel et à ne pas voir certaines mesures positives que prend ce dernier et sur lesquelles la lutte des masses et des progressistes peut continuer à s'appuyer pour de nouveaux succès et à faire reculer la réaction.

Le gauchisme, et l'aventurisme qui en découle, consistent à ne pas lutter pour des revendications ou des objectifs immédiats sous prétexte que la seule lutte qui en vaille la peine serait celle pour le renversement immédiat de ce pouvoir.

Cette attitude est souvent liée à la croyance que l'objectif immédiat de l'étape actuelle serait la réalisation dans l'immédiat d'une révolution socialiste qui remplacerait le pouvoir actuel par un gouvernement socialiste ouvrier et paysan. Or, actuellement, de nombreuses conditions (dont la réforme agraire) manquent pour aborder les tâches d'une révolution socialiste. Il s'agit de réaliser le plus rapidement possible et le plus vigoureusement possible ces conditions à travers le développement de la révolution nationale et démocratique en cours. Le succès de cette révolution doit être assuré par une large coalition de forces politiques et sociales imposant et soutenant un gouvernement antiimpérialiste et d'union progressiste.

Le gauchisme, enfin, consiste à croire qu'il est possible de forger le parti de la classe ouvrière, le parti de l'avant-garde socialiste, dans l'isolement, sans mener la lutte pour la démocratie et la justice sociale en union avec toutes les autres forces et organisations progressistes.

Nous concluons sur la nécessité, pour faire face aux luttes politiques et sociales de l'Algérie indépendante d'élever les capacités militantes et la conscience politique de dizaines et centaines de milliers d'Algériens qui accèdent à la vie civique. D'innombrables jeunes entre 20 et 35 ans n'ont jamais connu de véritable lutte politique et sociale, compte tenu des sept années au cours desquelles la lutte armée a constitué la forme de lutte presque exclusive, et des six années d'indépendance au cours desquelles les crises, les luttes de clans, la confusion politique et idéologique, l'étouffement des libertés démocratiques causèrent un tort considérable qui fut loin d'être compensé par la courte période au cours de laquelle le FLN tenta de s'édifier en Parti d'avant-garde sur une base de principe.

Dans ce travail immense de formation politique à travers l'action, tous les militants et partisans du socialisme, où qu'ils se trouvent, assument une grande responsabilité : celle de militants qui doivent être liés aux masses sans être à la remorque de leur spontanéité ; qui doivent au contraire élever les masses à la conscience de leur tâche historique : mener l'Algérie indépendante vers le socialisme en achevant la révolution nationale et démocratique dans une voie non capitaliste.



5. – QUELLE SIGNIFICATION FAUT-IL ATTRIBUER A L'EXISTENCE ET A L'ACTIVITE DU PARTI DE L'AVANT-GARDE SOCIALISTE ?

Il faut auparavant préciser ce qu'est le P.A.G.S.

Le Parti de l'Avant-Garde Socialiste est né dans des circonstances particulières, auxquelles il doit quelques-uns de ses traits formels (appellation, certaines formes organiques provisoires, etc.).

Le point de départ de ce processus a été le regroupement de militants progressistes venus de divers horizons, dans un mouvement politique de masse : l'Organisation de la résistance Populaire (O.R.P.), constitué en juillet 1965 autour de la défense des acquis de la révolution, gravement menacés depuis le 19 juin. Ce mouvement comprenait au départ, notamment dans son noyau dirigeant, des éléments venus de la fraction de gauche du FLN, du PCA (parti Communiste Algérien)², et des organisations de masse.

En tant que mouvement de masse, l'ORP, bien que marquant nettement sa fidélité à la Charte d'Alger, ne faisait pas obligation à tous ses membres d'être des militants d'avant-garde et des partisans du socialisme scientifique.

Par ailleurs, la déclaration du 28 juillet 1965 de l'ORP était surtout un appel aux masses et aux militants progressistes, les exhortant à condamner le coup de force du 19 juin, à défendre avec acharnement les acquis de la révolution et à lutter pour le rétablissement de la souveraineté populaire et la libération de Ben Bella.

Il manquait à ce moment encore à l'ORP de procéder à une analyse approfondie de la situation, de définir rigoureusement ses objectifs et sa tactique dans une plate-forme du mouvement, de préciser ses moyens d'action et de définir les rapports d'un tel mouvement de masse avec les formations ou noyaux politiques d'avant-garde existant (noyaux issus de l'éclatement du FLN, PCA) ou à créer.

Toutes ces tâches en cours d'élaboration furent interrompues par la brutale répression qui frappa notamment la première Direction Exécutive moins de 2 mois après sa constitution.

La tâche fut dès lors poursuivie, en accord avec les camarades emprisonnés, en tirant les enseignements des faiblesses du mouvement progressiste et démocratique aussi bien avant le 19 juin qu'après le 19 juin, en soulignant surtout la priorité absolue qu'il fallait accorder à l'édification d'un Parti d'Avant-Garde, un parti des travailleurs organiquement indépendant, menant une ferme politique de principe, et lié aux masses, pour impulser la lutte démocratique et de progrès social.

² En ce qui concerne ce dernier, il venait, aussitôt après l'éclatement du FLN, le 19 juin, de reprendre pleinement ses activités et de reconstituer les liaisons organiques qu'il avait soit relâchées, soit interrompues depuis juin 1964 pour entamer le processus d'intégration dans le FLN.

Ce parti ne pouvait plus porter l'appellation de « FLN clandestin » qui était auparavant associé au sigle de l'ORP, pour plusieurs raisons :

- essentiellement pour éviter toute confusion et toute caution apportée à la théorie du « parti unique » du FLN qui était devenu depuis le 19 juin un cheval de bataille contre la classe ouvrière et l'avant-garde socialiste.
- accessoirement pour bien souligner que les militants socialistes refusaient de se laisser enfermer dans un cadre « clandestin » par les forces réactionnaires, qui étaient seules à porter depuis le 19 juin la responsabilité de toutes les violations de la légalité du pays.

C'est ainsi que, comme cela fut consigné dans la résolution intérieure du 1^{er} février 1966 (voir extraits en annexe), fut constitué en Décembre 1965 et Janvier 1966, le Parti de l'Avant-garde Socialiste, dont l'appellation fut progressivement introduite dans les documents publics, qui mit en place sa direction provisoire, publia son analyse de la situation et des perspectives dans la brochure « La Révolution Socialiste triomphera » (qui contenait également une ébauche de programme) et précisa sa ligne politique dans la plate-forme de janvier 1966, actualisée encore pas des documents ultérieurs.

À partir de ce moment, furent considérés comme ORP (en tant que mouvement de masse) les adhérents et les sympathisants du PAGS qui soutiennent les objectifs progressistes et démocratiques du mouvement à l'étape actuelle, tandis que les membres du PAGS sont les militants, les travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes, qui veulent mener l'Algérie au socialisme, sur les bases du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, et qui approuvent et soutiennent activement la ligne et les objectifs d'action du Parti définis en janvier 1966.

Le PAGS comprend aujourd'hui dans ses rangs les militants et responsables venus : de la gauche du FLN, du PCA (qui s'est aujourd'hui dans sa totalité intégré dans le PAGS), des organisations nationales de masse. Il comprend aussi de nombreux militants et cadres n'ayant appartenu auparavant à aucune organisation.

Le PAGS se présente ainsi comme une organisation nouvelle. Il n'est ni un « FLN de gauche », ni le PCA, ni l'ORP telles qu'étaient ces organisations en juillet 1965. Il a intégré tous les apports et acquis positifs de ces organisations et de leurs luttes passées, pour forger le parti dont l'Algérie a plus que jamais besoin dans cette nouvelle étape de son développement. Ce parti se forge dans une lutte quotidienne pour faire front à la réaction et à l'impérialisme, pour expliquer, clarifier la situation, pour unir les forces progressistes, pour impulser les luttes démocratiques et sociales des masses. Dans l'ensemble, ces deux années et demie de luttes se soldent par un bilan positif sur le plan de l'élévation du niveau politique et idéologique des militants et de l'élargissement des bases du parti.

Ce qu'il faut surtout souligner, c'est que le PAGS n'est pas le résultat éphémère des circonstances fortuites et des événements qui ont marqué sa naissance. Il répond à un besoin objectif de l'histoire de notre pays et du développement de notre classe ouvrière ainsi que du socialisme à travers le monde entier. Le PAGS se veut, par son action, l'héritier de ce qu'il y a de meilleur dans le mouvement ouvrier algérien et dans son mouvement de libération nationale qui ont grandi d'une façon étroitement liée depuis une quarantaine d'années.

Notre Parti répond ainsi à la préoccupation commune des militants socialistes, ceux issus de formations nationalistes et ceux issus du PCA, de donner à leur action, en fonction des besoins impérieux de la lutte, à la fois des larges assises organiques et l'indispensable rigueur de principe qu'il était impossible d'obtenir après le 19 juin dans le FLN submergé par les luttes de clans, les influences réactionnaires et l'idéologie petite-bourgeoise de la spontanéité révolutionnaire.

Forger l'unité de l'Avant-Garde Socialiste et unir toutes les forces progressistes

L'existence d'un Parti des travailleurs indépendant continue à se heurter aujourd'hui comme aussitôt après l'indépendance et avant le 1^{er} Congrès du FLN (1964) à la théorie du « Parti unique ».

Cette « théorie » comptait dans le passé un grand nombre de soutiens parmi les progressistes et de partisans sincères du socialisme. Un grand nombre de militants actuels du PAGS l'avaient eux-mêmes admis ou tout au moins se sont efforcés, pour des raisons de lutte unitaire contre la réaction, de ne pas en faire un sujet de conflit avec ses partisans, lorsqu'ils se sont efforcés de dégager ensemble du FLN un authentique parti d'avant-garde.

L'expérience, la vie, ont montré ce qu'est devenu ce parti unique et quels intérêts les diverses couches réactionnaires et bureaucratiques bourgeoises et petites-bourgeoises qui se disputent son contrôle ont voulu lui faire servir. Loin de permettre une lutte efficace contre les thèses et l'idéologie réactionnaires, comme le souhaitaient les partisans socialistes sincères du parti unique, ce cadre ne sert plus qu'à déconsidérer davantage le socialisme.

Quoi d'étonnant donc à ce que cette théorie du parti unique soit devenue aujourd'hui presque exclusivement le cheval de bataille des antisocialistes !

C'est par les tenants de l'hégémonie bourgeoise et petite-bourgeoise, que cette théorie est brandie avec le plus de vigueur, sous le couvert mensonger de l'union. En cela, la situation ne diffère en rien, quant au fond de celle des pays capitalistes du monde entier où, même sans théorie du parti unique, les classes dirigeantes ont déclaré la guerre aux travailleurs et font tout pour anéantir et étouffer leur parti qui est, quoiqu'elles disent, une nécessité historique inéluctable.

C'est pourquoi dans les conditions actuelles de notre pays, nous continuerons à combattre les visées antidémocratiques et antisocialistes de certains propagandistes intéressés du « Parti unique ».

Il est curieux de constater d'ailleurs qu'un grand nombre d'antisocialistes invoquent les « nécessités » du socialisme et l'exemple de certains pays socialistes, pour justifier le Parti unique !

À cela nous répondons :

1. Il est faux que cela soit le cas de tous les pays socialistes. Ce n'est pas du tout une nécessité historique inéluctable.
2. Dans tous les cas, le rôle dirigeant dans l'édification socialiste de ces pays appartient au parti forgé sur la base de l'idéologie du socialisme scientifique que ces partisans du parti unique combattent quotidiennement.
3. Sans avoir le culte de la « spécificité », nous entendons choisir la voie qui correspond le mieux aux réalités, aux particularités et à l'intérêt de notre pays et de notre peuple sans nous référer de façon dogmatique à des exemples positifs aussi valables soient-ils en d'autres pays.

Néanmoins il existe une minorité de progressistes et de partisans du socialisme qui croient encore possible et souhaitable la formule du parti unique.

Nous comprenons et respectons les préoccupations de cette minorité, même si nous ne partageons pas le point de vue qui en découle. Ces préoccupations sont au nombre de deux :

1. Il serait encore possible de renforcer le caractère progressiste du FLN au point de lui faire subir de l'intérieur une transformation qualitative qui en ferait surgir un parti d'avant-garde, parti socialiste, parti des travailleurs.

Nous doutons fortement de cette possibilité aujourd'hui ; les faits ne sont que trop nombreux à le démontrer.

Aussi ne pouvons-nous laisser hypothéquer la création d'un parti des travailleurs par un appel à l'intégration au sein du FLN de toute l'Avant-Garde socialiste. Car, d'une part, les forces des travailleurs et des partisans du socialisme ont grandi et sont en mesure aujourd'hui de préserver l'autonomie de leur organisation. Dans le même temps, le rapport des forces au sein du FLN est devenu trop défavorable aux forces progressistes et d'avant-garde pour tenter une nouvelle expérience de ce genre.

Cependant, s'il existe encore une petite chance d'améliorer le contenu du FLN dans un sens progressiste, nous estimons que ce n'est pas dans les efforts menés de l'intérieur que réside essentiellement cette chance. Le FLN ne joue aucun rôle dirigeant dans le pays et n'a pas une vie propre par lui-même. Il n'intéresse plus les larges forces sociales populaires progressistes. Il est aujourd'hui un simple instrument entièrement dépendant du rapport de forces entre les différents groupes qui se partagent ou se disputent le contrôle de l'État. Tout changement profond dans cette organisation lui sera imposé essentiellement de l'extérieur, en fonction de la situation générale dans tout le pays.

Notre parti, par son organisation et son action indépendantes, peut contribuer, en union avec toutes les forces progressistes, y compris celles que contient ou que pourrait entraîner aujourd'hui le FLN, à de tels changements. Il sera toujours

possible, en fonction de ce que sera devenu le FLN, d'examiner alors si c'est nécessaire la question de l'union organique de toutes les forces socialistes sous un jour nouveau.

2. Le FLN, s'il n'offre pas la possibilité de se transformer en Parti d'avant-garde, aurait au moins l'avantage, selon ces mêmes milieux, d'offrir un cadre pour rassembler toutes les forces progressistes dans l'action commune contre la réaction et l'impérialisme.

C'est une préoccupation louable. Mais il faut faire remarquer que dans ces conditions, le FLN serait un rassemblement politique de masse et non un parti comme il le souligne en toutes occasions. C'est donc les responsables actuels du FLN eux-mêmes qui barrent la route à cette possibilité de constituer en son sein un large rassemblement de forces progressistes. Le FLN est ainsi victime - et il en fait subir les conséquences à l'ensemble du mouvement progressiste - de cette incapacité à se définir soit comme parti soit comme rassemblement et en définitive il ne parvient à être ni l'un, ni l'autre. Ce qui ne peut malheureusement que servir l'impérialisme et la réaction.

Comment donc unir toutes les forces progressistes ?

Pour toutes les raisons citées plus haut, le PAGS s'en tient à la formule la plus viable et la plus réaliste : unité d'action et, à un degré supérieur, Front Uni Démocratique et Populaire (quelle que soit l'appellation de ce dernier). Nous estimons qu'il existe des possibilités de coopération dans cette voie chaque fois que l'action réelle engagée en commun correspond aux options progressistes officiellement proclamées. Nous sommes très attentifs, pour ce qui nous concerne, à chaque possibilité de cette sorte, et combattons dans nos propres rangs toute forme de sectarisme ou de préjugés pouvant entretenir le sectarisme et les préjugés des autres forces progressistes.

Fondements idéologiques du P.A.G.S.

Il ne faut pas croire, en effet, que notre préoccupation de défendre l'indépendance politique et organique de notre parti découle d'une attitude partisane et sectaire. Nous ne revendiquons aucun monopole dans cette lutte.

Nous sommes un parti qui s'efforce d'exprimer et défendre les aspirations et les intérêts présents et futurs de la classe ouvrière, des paysans pauvres, de toutes les couches laborieuses et déshéritées, intérêts qui sont indissociables de l'intérêt national véritable. En tant que tel, le PAGS ne lutte pas uniquement pour des objectifs de circonstance, il lutte aussi et surtout pour un objectif à long terme : la transformation radicale de la société algérienne et de ses rapports de production.

C'est pourquoi, il tient en particulier à se différencier dans la clarté par rapport aux divers courants politiques et idéologiques de la petite bourgeoisie, y compris de ses fractions révolutionnaires. Il n'épouse aucune des querelles de clans de la petite bourgeoisie.

Néanmoins, il combat l'illusion de certains groupes gauchistes ou anarcho-syndicalistes coupés des réalités, qui croient possible de « forger et éduquer » un parti des travailleurs dans une espèce de « ghetto » politique. Au contraire, le PAGS participe aux luttes politiques du pays, sur une base de principe, car ces luttes, leurs différentes péripéties et leurs résultats sont loin d'être indifférentes au sort immédiat des masses laborieuses et déshéritées et à leurs luttes futures bien qu'elles soient compliquées par des luttes de clans que nous nous efforçons de clarifier. Nous avons le souci permanent de faire progresser de pair deux objectifs qui ne sont pas contradictoires mais complémentaires : forger un parti d'avant-garde indépendant et édifier le front commun de toutes les forces progressistes.

Nous avons également, comme tout parti révolutionnaire et ouvrier, le souci de fondre harmonieusement dans nos positions idéologiques, les réalités nationales dans lesquelles est enraciné notre parti, avec la science universelle du marxisme-léninisme qui éclaire et guide notre action. Sur le plan idéologique, il n'est pas fait obligation à nos cadres et militants d'adopter toutes les thèses de la philosophie matérialiste, notamment celles qui seraient en contradiction avec leurs croyances religieuses. Par contre, nous insistons sur la formation systématique des militants sur la base des conclusions de matérialisme historique et des thèses du socialisme scientifique, sans lesquelles il n'y a pas d'action révolutionnaire et socialiste juste.

Nous estimons sur le plan politique et idéologique qu'il faut continuer à soutenir les objectifs définis par la Charte d'Alger, dont les fondements essentiels sont conformes aux exigences d'une véritable révolution socialiste.

Toutefois il convient de l'améliorer au moins sur 3 points, qui ont été mis en lumière par l'expérience :

1. Il faut définir, dans un programme d'action plus concret, les étapes, les priorités et les conditions qu'il faut réaliser pour l'application de ces objectifs. Sans quoi ces objectifs risquent de rester de simples perspectives tracées par une Charte qui risque d'apparaître coupée des réalités et d'autant plus ambitieuse qu'il faut tenir compte du recul enregistré dans divers domaines par le mouvement révolutionnaire depuis le 19 juin.
2. Il faut accorder une place infiniment plus grande aux objectifs démocratiques qui ont été sérieusement sous-estimés par cette charte.
3. Il faut enfin, compte tenu qu'il s'agit d'une charte de type socialiste, y corriger certaines manifestations de l'influence de l'idéologie petite bourgeoisie qui sont en contradiction avec les thèses du socialisme scientifique.

Par ailleurs, le PAGS poursuit et accroît ses efforts de formation et de lutte idéologique en s'efforçant d'unir une meilleure connaissance des réalités objectives et une appréciation plus juste des facteurs subjectifs. Dans ce sens, il mène, pour souder l'unité de

ses rangs et éduquer ses cadres et militants, une lutte résolue contre les manifestations et les racines de l'opportunisme et du gauchisme.

Enfin, sur la base de l'internationalisme prolétarien, le PAGS attache une grande importance aux relations avec le mouvement ouvrier international, à la solidarité de tous les partis communistes et ouvriers, notamment tous ceux avec qui le PCA ou le FLN entretenaient des relations suivies avant le 19 juin 1965.

Le PAGS ne voit aucune contradiction entre le renforcement de ses relations avec le mouvement ouvrier international et le renforcement des relations que ce dernier peut entretenir avec le FLN comme avec d'autres mouvements et organisations antiimpérialistes et progressistes de tous les pays, notamment les pays récemment libérés du colonialisme.

Le PAGS, conscient de ses responsabilités, porte une grande attention aux problèmes idéologiques et politiques mondiaux de notre temps. Ces problèmes sont en fait posés à chaque parti d'avant-garde dans sa lutte quotidienne et ont donné lieu dans le Mouvement Ouvrier International non seulement à des divergences inévitables mais aussi à des divisions évitables qui ont affaibli l'essor impétueux de la lutte antiimpérialistes dans le monde et encouragé l'agressivité impérialiste. Le PAGS se prononce en toute indépendance sur ces grands problèmes, notamment à la lumière de sa propre expérience ; il expose son point de vue dans les documents intérieurs et publics avec le souci constructif d'éduquer fermement ses militants sur une base de principe et de contribuer au renforcement de la révolution algérienne et du mouvement ouvrier international.

En tant que parti marxiste-léniniste et parti des travailleurs, le PAGS attache un grand prix aux efforts pour l'unité des rangs du mouvement ouvrier international. Il approuve les efforts accomplis en ce sens par la Conférence consultative de Budapest de février 1968. Il souhaite que ces efforts se traduisent par une unité d'action et une coopération plus grande entre tous les partis communistes et ouvriers, y compris avec ceux qui n'ont pas participé à cette conférence et manifestent une attitude constructive envers le renforcement de la cohésion du mouvement communiste et ouvrier international, envers le renforcement du Front des forces antiimpérialistes dans le monde. Le PAGS contribuera à cet objectif et poursuivra ses efforts d'échanges d'information et de coopération dans ce sens.

Pour de nouveaux succès contre la réaction et l'impérialisme

Comme tout Parti qui s'édifie sur la base des principes universels du socialisme scientifique et en conformité étroite avec les besoins de la réalité nationale, le PAGS a fini par franchir le cap le plus difficile de son édification. Il mène de pair avec son action la mise au point de ses structures, de son programme, de ses statuts, de ses méthodes de travail. L'esprit de parti, qu'il ne faut pas confondre avec l'esprit partisan, a grandi dans ses rangs en liaison avec les luttes, les sacrifices et les succès de ces années difficiles.

Des cadres toujours plus nombreux se forment dans l'expérience de la lutte contre la réaction, pour la démocratie et le progrès social.

La force de notre parti est dans ses méthodes de travail et de direction collective qui font l'objet d'efforts constants malgré la répression et les entraves de la clandestinité qui nous sont encore imposées dans de nombreux domaines. L'existence et le renforcement du PAGES ne peuvent plus dépendre d'un ou de quelques individus quels que soient la contribution et les mérites de chacun dans l'œuvre collective. Les critères dans la promotion des cadres deviennent eux aussi plus rigoureux après la période transitoire nécessitée par les inégalités provenant de formations et méthodes différentes. Ces critères sont fondés sur la fermeté politique et idéologique, sur la compréhension de la ligne générale du parti, sur l'aptitude à la liaison avec les masses et sur le rendement dans l'activité pratique de l'organisation.

L'année 1968 est pour le PAGES aussi l'année de l'organisation. Mais ce n'est pas l'organisation pour l'organisation. C'est l'organisation pour l'union de toutes les forces progressistes et leur mobilisation dans l'action pour une solution démocratique et pacifique à la crise que traverse l'Algérie, pour de nouveaux succès contre la réaction et l'impérialisme.

Le PAGES met toute sa confiance dans les forces vives de notre peuple qui s'ouvre de plus en plus au grand mouvement international qui bouleverse et transforme le monde. Il met sa confiance en premier lieu dans la classe ouvrière industrielle, classe montante qui, au fur et à mesure qu'elle se constitue, forge ses premières armes contre les couches parasitaires et bureaucratiques qui voudraient la domestiquer. Il met sa confiance dans nos ouvriers agricoles et dans notre paysannerie pauvre dont les immenses possibilités révolutionnaires fructifieront lorsqu'elle s'éveillera pleinement à la lutte en alliance étroite avec la classe ouvrière. Il met sa confiance dans la jeunesse ouvrière, paysanne et étudiante, qui dans le marasme actuel se tourne avec passion vers un avenir qu'elle veut riche de travail, d'action révolutionnaire et d'épanouissement de toutes ses facultés. Le PAGES met enfin sa confiance dans cette moitié doublement exploitée et brimée de notre peuple, les femmes de notre pays qui, lentement mais sûrement, apprennent à s'organiser et à lutter dans la voie des idées libératrices du socialisme, pour conquérir leur pleine dignité de citoyennes libres et de travailleuses responsables.

Examinant son expérience passée à la fois avec fierté, esprit critique et modestie, le PAGES accomplira toutes ses tâches avec une pleine conscience de ses responsabilités devant notre peuple et notre classe ouvrière, devant le mouvement ouvrier international et le mouvement antiimpérialiste mondial.



ANNEXES

On lira ci-dessous de larges extraits de la plate-forme publiée par la Direction Nationale de l'ORP le 26 janvier 1966 et quelques extraits de la résolution intérieure du 1^{er} février 1966.

A. Déclaration du 26 janvier 1966, publiée sous le titre :

« Pour une issue démocratique et pacifique à la crise ouverte du 19 juin ».

Dans cette déclaration, l'ORP appelait à « *unir sur des bases claires toutes les forces révolutionnaires, toutes les forces démocratiques et populaires où qu'elles se trouvent et d'où qu'elles viennent* » afin de faire échec, par l'action commune, aux forces réactionnaires dont l'objectif permanent est de diviser les forces progressistes. Après avoir rappelé ses préoccupations essentielles, l'ORP proposait à la discussion un programme minimum - moins avancé évidemment que celui de l'avant-garde socialiste, mais pouvant constituer la plate-forme d'un large rassemblement et pouvant entraîner dans un **Front Démocratique et Populaire** toutes les forces du pays désireuses de parfaire notre indépendance. La contribution de l'ORP à l'édification de ce Front « *sera d'autant plus grande que l'ORP poursuivra ses efforts pour l'unification vitale et l'édification de l'avant-garde socialiste, moteur de la révolution, qui se forgera en continuant ce qu'il y a de meilleur dans les traditions respectives du FLN et du Mouvement Ouvrier Algérien* ».

Voici l'essentiel de cette déclaration de janvier 1966 :

« Exprimant les préoccupations profondes des patriotes et des militants révolutionnaires sincères, lassés de sang et de crises et assoiffés de démocratie, l'ORP est soucieuse :

1. **de lever les barrières artificielles et de liquider les préjugés mutuels** entre militants révolutionnaires, notamment entre les militants de l'ORP et les cadres et soldats révolutionnaires de l'ANP.
2. **d'épargner à notre pays les affrontements, les crises et les déchirements** qui ont été à l'origine de l'exil volontaire de nombreux Algériens et ont conduit aux événements de Kabylie, des Aurès, du Sud et au coup d'État du 19 juin.
3. **de barrer la route aussi bien aux stériles intrigues et marchandages au sommet, qu'aux tragiques aventures putschistes ou aux méthodes autoritaires**, auxquelles recourent ou ont tendance à recourir depuis le 19 juin, différents clans de la petite bourgeoisie bureaucratique qui, en raison de leur coupure d'avec les masses, tentent de résoudre ainsi leurs contradictions.

4. de créer un climat propice aux **confrontations démocratiques** et aux luttes politiques permettant d'exclure les solutions fondées sur le recours ou la menace de recours à la violence.
5. de créer les conditions favorables à **l'expression libre de l'opinion du peuple algérien** afin que ce dernier soit l'artisan actif et conscient de solutions durables et satisfaisantes pour tous les problèmes arrivés à maturité.

Un programme de front démocratique et populaire

Pour répondre à toutes ces préoccupations, il apparaît chaque jour plus nécessaire de rassembler les larges masses autour **d'un programme immédiat**.

Selon l'ORP, ce programme pourrait être :

1. **Sauvegarde et consolidation des acquis de la révolution** et notamment l'autogestion ;
2. **Application réelle de la Charte d'Alger**, en mettant l'accent sur la démocratisation de la vie du pays, et enrichissement de la Charte dans ce sens.
3. **Libération de tous les emprisonnés et internés politiques** et notamment Ben Bella, Ben Alla, Aït Ahmed, Zahouane, Harbi, Hadj Ali et libre retour en Algérie des exilés politiques.
4. **Respect des libertés** d'expression, d'association, de pensée, de presse, d'opinion, de réunion et de droit de grève.
5. **Recours à la souveraineté populaire et au suffrage universel**, une fois ces libertés rétablies, pour mettre un terme à la situation anormale issue du 19 juin et instaurer une réelle légalité républicaine.

Pour cela, l'élection d'une **ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE** permettra au peuple de se donner librement des institutions démocratiques et de choisir lui-même et en toute connaissance de cause ses représentants et ses dirigeants.

6. **Réforme agraire rapide** et multiforme, limitant la terre des gros propriétaires fonciers et distribution des terres aux paysans pauvres en priorité à ceux d'entre eux qui sont d'anciens moudjahidine.

Création pour cela des **comités populaires de la réforme agraire** composés en majorité de paysans pauvres.

7. Élection démocratique de communes populaires en conformité avec l'orientation de la Charte d'Alger.
8. Respect dans la pratique de l'égalité des droits de l'homme et de la femme.
9. Fin de toutes les discriminations entre les différentes régions du pays et des erreurs qui ont conduit aux différentes crises. Respect des particularismes culturels pour renforcer l'unité de la nation et éviter le danger du régionalisme étroit.
10. Bannissement effectif de la torture, sanctions contre les tortionnaires et ceux qui ont ordonné les tortures.
11. Enquête sur les fortunes des dirigeants de l'État, du FLN et de l'ANP.
12. Épuration de l'administration par l'examen des 2500 dossiers déposés à la Commission d'épuration désignée par le parti du FLN avant le 19 juin.
13. Élévation du niveau de vie des masses les plus déshéritées.
14. Défense des intérêts et des revendications des couches les plus modestes des classes moyennes (petits commerçants, artisans, etc.) ; élaboration d'un statut garantissant la stabilité et les droits des travailleurs de la fonction publique.
15. **Rétablissement de la confiance entre l'armée et le peuple** et mesures en vue de faire jouer à l'ANP le rôle correspondant à sa vocation d'instrument au service exclusif du peuple et de la démocratie contre l'impérialisme et la réaction ».

B. Résolution de l'ORP :

Le 1^{er} février 1966, l'ORP, dans sa résolution, faisait en premier lieu le bilan de son activité politique. Il y est dit notamment que la conséquence la plus importante de la création de l'ORP a été « *de poser avec force le problème de l'unification de toutes les forces socialistes sans exclusive* ».

Faisant ensuite état de ses faiblesses, l'ORP relevait en particulier « *la faiblesse des liens entre la classe ouvrière et la paysannerie pauvre et le retard dans l'application de la réforme agraire* ».

Puis l'ORP définissait ses objectifs immédiats et sa forme d'activité. Elle déclarait notamment que son action au grand jour « *doit être centrée sur la plateforme diffusée le 26 janvier 1966 (...), l'ORP ne pouvant plus être le mouvement large prévu initialement mais le noyau du futur Parti d'Avant-garde de la Révolution socialiste, dont l'appellation reste à trouver...* ».

Elle précisait :

« Avec la situation née du 19 juin, le parti unique du FLN constitue un instrument d'étouffement de la vie démocratique et des forces populaires. Il lèse les intérêts

des travailleurs des villes et des campagnes et des masses laborieuses au profit des intérêts de la couche bureaucratique de la petite bourgeoisie et des forces réactionnaires. L'expérience des trois années d'indépendance (expérience utile et riche d'enseignements) montre que, dans les conditions politiques, sociales et culturelles de l'Algérie d'aujourd'hui, le parti unique ne peut résoudre les contradictions sociales réelles de notre société (...).

« C'est dans les perspectives d'une démocratisation effective de la vie du pays, grâce à l'action des masses organisées, avec les possibilités entières d'une expression libre de l'opinion du peuple algérien que l'ORP (...) animé par l'idéologie du socialisme scientifique (Charte d'Alger enrichie dans ce sens) garde son autonomie politique et idéologique et fera son propre travail d'organisation et de mobilisation de la classe ouvrière, de la paysannerie pauvre et des intellectuels avancés ».

Pour ce qui est du rôle des militants de l'ORP, une série de tâches générales étaient indiquées : développer l'activité au grand jour, maintenir les structures de l'ORP, accroître la vie intérieure des cellules, lutter contre le sectarisme et la division au sein du mouvement révolutionnaire et notamment contre l'anticommunisme, arme de la réaction et de l'impérialisme.

En conclusion l'ORP affirmait que se créaient les conditions favorables à l'action des forces révolutionnaires et démocratiques. Elle ajoutait cependant que :

« la lutte peut passer par des phases difficiles. Elle peut être longue. Mais dans cette lutte se forgera l'instrument de la victoire ; le Parti d'Avant-Garde. Il faut engager cette lutte au grand jour avec un esprit offensif et une confiance raisonnée dans les travailleurs révolutionnaires, manuels ou intellectuels, dans notre jeunesse, dans nos femmes et dans nos paysans ».

